

LES CAHIERS DU CROCIS

COMMENT SE PORTE L'ÉCONOMIE DU CENTRE DE L'AGGLOMÉRATION PARISIENNE ?

Principaux indicateurs économiques pour Paris-petite
couronne et recompositions géographiques de l'emploi

N° 30 - novembre 2008





Comment se porte l'économie du centre de l'agglomération parisienne ?

*Principaux indicateurs économiques pour Paris-petite
couronne et recompositions géographiques de l'emploi*

Novembre 2008

-1-

Comment se porte l'économie du centre de l'agglomération parisienne ?

TABLE DES MATIERES

<i>Synthèse</i>	4
<i>Introduction</i>	6
1. Paris-petite couronne, un territoire très productif mais qui crée peu d'emplois et peine à retenir sa population.....	8
1.1. Un PIB qui a enregistré une dynamique positive sur les dix dernières années mais est resté très sensible aux variations conjoncturelles.....	9
1.1.1 <i>Une dynamique du PIB positive sur l'ensemble des dix dernières années.....</i>	9
1.1.2 <i>Une croissance économique très sensible à la conjoncture.....</i>	9
1.2. Une prépondérance accrue des fonctions métropolitaines supérieures qui permet à la productivité du travail de continuer à croître à un rythme soutenu.	10
1.2.1. <i>Une économie ayant atteint un degré très élevé de tertiarisation.....</i>	10
1.2.2. <i>Une spécialisation sectorielle marquée par les activités financières, le conseil, et d'autres services à haute valeur ajoutée</i>	11
1.2.3. <i>L'affirmation croissante des fonctions métropolitaines supérieures et des emplois d'encadrement et de conception qui leur sont attachés</i>	12
1.2.4. <i>Un PIB par emploi très élevé et qui a connu une forte croissance ces dix dernières années.....</i>	15
1.3. Une croissance économique caractérisée par un faible contenu en emplois et un tissu productif dans l'ensemble peu dynamique	16
1.3.1. <i>Un net déficit de Paris-petite couronne en termes de création d'emplois.....</i>	16
1.3.2. <i>Au faible niveau de création d'emplois s'ajoute un faible dynamisme du tissu productif de Paris-petite couronne.....</i>	19
1.4. Un territoire qui peine à retenir sa population et connaît de ce fait une faible dynamique démographique malgré un rebond depuis 1999	20
1.4.1. <i>L'essentiel de la croissance démographique en Ile-de-France entre 1975 et 2005 s'est produit en grande couronne.</i>	20
1.4.2. <i>Paris-petite couronne souffre structurellement d'un solde migratoire négatif.....</i>	20
1.4.3. <i>Depuis 1999 néanmoins, Paris et la proche couronne connaissent un véritable regain démographique</i>	21
2. Un desserrement multiforme de l'emploi et de l'activité économique en Ile-de-France	23
2.1. Une localisation des emplois et du tissu productif qui reste marquée par une forte concentration au cœur de l'agglomération.....	24
2.2. Néanmoins, la tendance observée sur les 30 dernières années est clairement celle d'un desserrement de l'emploi vers les espaces périphériques.	26
2.2.1. <i>Le cycle 1987-1993 bénéficie clairement à la grande couronne tandis que les effectifs salariés parisiens connaissent une forte contraction.</i>	27
2.2.2. <i>Le cycle 1997-2003 est marqué par le dynamisme des communes directement limitrophes de Paris.....</i>	28
2.2.3. <i>Depuis 2003, l'émergence de « nouveaux » pôles au sein de la petite couronne et aux portes nord, est et sud de Paris se confirme</i>	30
2.2.4. <i>Le desserrement semble s'expliquer davantage par un dynamisme intrinsèque des espaces périphériques que par des transferts d'établissements en leur faveur.....</i>	31

2.3. Les évolutions du parc de bureaux francilien depuis les années 1980 illustrent un effet d'élargissement du cœur économique parisien	35
2.4. Un desserrement plus ou moins lointain selon le type d'activités ou de fonctions économiques concernées	37
2.4.1. <i>Les services de haute-technologie</i>	38
2.4.2. <i>Les activités financières</i>	39
2.4.3. <i>Les services opérationnels aux entreprises</i>	40
2.4.4. <i>Les activités industrielles</i>	40
<i>Annexes</i>	43
<i>Pour en savoir plus</i>	48

SYNTHESE

Sur 6 % du territoire francilien, Paris et les trois départements de petite couronne concentrent 72 % de la valeur ajoutée produite au niveau régional et 66 % des emplois régionaux. C'est dire à quel point le centre de l'agglomération parisienne revêt une importance stratégique pour l'économie régionale.

Or, certaines interrogations se font régulièrement jour quant au dynamisme économique du centre de l'agglomération parisienne : le moteur économique de l'Ile-de-France a-t-il tendance à décliner inexorablement ou au contraire est-il en phase de redéploiement ?

Cette étude s'attache à apporter des éléments de réponse concernant deux questions spécifiques :

- Constate-t-on dans les faits un réel affaiblissement économique du centre de l'agglomération parisienne ? Les fondamentaux de l'économie de Paris et de sa première couronne sont-ils mal orientés ?
 - L'activité économique a-t-elle tendance à se « délocaliser » de plus en plus loin au sein du territoire régional par un effet de desserrement ? Paris et sa proche banlieue relèguent-elles l'emploi et les entreprises à leur périphérie ?
1. Concernant la première question, s'il est indéniable que l'économie de Paris-petite couronne se caractérise par **un rythme élevé de création de valeur ajoutée et une productivité des emplois supérieure à la moyenne nationale**, il reste que certains signaux économiques invitent à nuancer ce jugement positif :
 - a. En premier lieu, la croissance économique de Paris-petite couronne a un faible contenu en emplois. En effet, sur les trente dernières années, les effectifs salariés privés de ce territoire ont stagné alors qu'ils ont connu dans le même temps une croissance de 24 % au niveau national et de 15 % en Ile-de-France.
 - b. En outre, malgré une récente amélioration depuis 1999, Paris et sa première couronne ont longtemps souffert d'un solde migratoire structurellement négatif et socialement sélectif. En effet, le nombre de départs de retraités et de ménages modestes avec enfant(s) a très longtemps dépassé celui des arrivées de cadres et d'étudiants, ce qui a pu enrayer la dynamique démographique du centre de l'agglomération.

Il faut souligner à ce sujet que malgré la faible croissance des emplois, la poursuite de la croissance du PIB de Paris-petite couronne n'a pu être rendue possible que grâce à la spécialisation croissante du centre de l'agglomération dans les activités de services à haute valeur ajoutée (activités financières, conseil, services informatiques...) concomitamment à la progression des emplois de cadres et de « fonctions supérieures ». Ces mutations sectorielles et fonctionnelles ont ainsi contribué à générer des gains en termes de productivité du travail. Néanmoins, ces derniers se sont réalisés au détriment des emplois moins qualifiés et des activités à moins forte valeur ajoutée dont le dynamisme s'est reporté sur les espaces périphériques.

2. Concernant l'évolution de la géographie économique francilienne, l'étude propose les interprétations suivantes :
 - a. Malgré une localisation des emplois et du tissu productif qui reste majoritairement ancrée au centre de l'agglomération parisienne, la tendance constatée depuis la fin des années 1970 est indéniablement celle d'un desserrement géographique de l'emploi.
 - b. Si les transferts d'établissements ont eu vraisemblablement un impact important sur les pertes d'emploi à Paris (en particulier dans le secteur financier), ils ne semblent pas pour autant suffire à expliquer le dynamisme de l'emploi en petite et grande couronne. L'explication du phénomène de desserrement de l'emploi en région capitale correspond donc moins à une « délocalisation » d'activités préexistantes, qu'à des potentiels de croissance spécifiques inégaux entre Paris et les couronnes périphériques, ces derniers espaces tirant bien davantage bénéfice des périodes de croissance que la capitale et connaissant une contraction généralement moins forte de leurs effectifs salariés en période de ralentissement.
 - c. A travers le desserrement de l'emploi, il convient de distinguer deux mouvements distincts : l'éloignement croissant de certaines activités productives au sein de l'espace régional et l'élargissement du cœur économique de l'agglomération parisienne au-delà du boulevard périphérique.

Le premier mouvement concerne le puissant développement, en grande couronne et aux confins de la première couronne, des activités qui ne requièrent pas nécessairement une implantation à Paris-petite couronne et ne peuvent supporter le coût de la centralité (activités de services opérationnels, activités fortement consommatrices d'espaces, activités support...). Ces développements peuvent être liés au déplacement d'activités anciennement implantées à Paris-petite couronne, mais peuvent aussi correspondre à un dynamisme supérieur, au sein des espaces périphériques, de ce type d'activités à moindre valeur ajoutée (croissance des entreprises plus rapide, processus plus dynamique de création d'entreprises...).

Le deuxième mouvement à l'œuvre est bien celui d'un élargissement du cœur économique de l'agglomération affectant les activités qui lui sont intrinsèquement liées (services de haute technologie, activités de conseil, activités financières...) par confirmation et intensification des pôles économiques de l'ouest parisien (la Défense, Boulogne) et l'émergence de nouveaux pôles tertiaires aux portes nord, est et sud de Paris (Saint-Denis, Saint-Ouen, Pantin, Montreuil, Charenton-le-Pont, et depuis peu, Ivry, Villejuif, Arcueil ou encore Montrouge). Ces sites attirent notamment les fonctions support (activités de *back office*) des entreprises, mais aussi certains de leurs sièges sociaux, en proposant des bureaux spacieux, fonctionnels et modernes, à prix attractifs, et bénéficiant d'une bonne accessibilité.

INTRODUCTION

Quelques chiffres suffisent à rappeler l'importance économique que revêt le centre de agglomération parisienne (défini ici comme Paris et les 3 départements de la petite couronne¹) pour l'économie régionale et nationale : sur une superficie de 762 km², soit seulement 6 % du territoire francilien, ce territoire rassemble :

- 56 % de la population francilienne (10 % de la population française)²,
- 72 % de la valeur ajoutée produite au niveau régional (21 % au niveau national)³,
- 72 % des établissements franciliens (16 % des établissements français)⁴,
- 66 % des emplois totaux franciliens (15 % des emplois totaux français),
*et notamment 70 % des emplois franciliens dans les services (18 % au niveau français)*⁵
- 71,5 % du total de la masse salariale versée en Ile-de-France⁶.

En outre, de nombreuses problématiques de développement sont propres à ce territoire. En effet, la densité économique et résidentielle génère des externalités positives telles que les effets de proximité et d'agglomération recherchés par les entreprises, mais aussi des externalités négatives liées notamment au renchérissement des prix du foncier et de l'immobilier ou à la congestion des transports de personnes et de marchandises. Dès lors, c'est l'ensemble du centre de l'agglomération qui partage des problématiques de développement communes : restructuration de l'immobilier d'entreprise obsolète, préservation de la logistique en milieu urbain, coordination des initiatives économiques locales, mobilités domicile-travail⁷ etc.

Or, certaines interrogations se font régulièrement jour quant au dynamisme économique du centre de l'agglomération parisienne : le moteur économique de l'Ile-de-France a-t-il tendance à décliner inexorablement ou au contraire est-il en phase de redéploiement ? Un débat a par exemple récemment opposé un expert du développement économique territorial et différents acteurs politiques régionaux et locaux⁸ sur la question du dynamisme économique du centre de l'agglomération parisienne.

Si le périmètre géographique dans lequel s'est inscrit ce débat n'a pas fait l'objet d'une définition homogène - s'agissant parfois de Paris *intra muros*, parfois de l'ensemble de l'Ile-de-France - cet échange de vues a néanmoins permis aux principaux acteurs de se positionner sur deux questions fondamentales :

- Constate-t-on dans les faits un réel affaiblissement économique du centre de l'agglomération parisienne ? Les fondamentaux de l'économie de Paris et de sa première couronne sont-ils mal orientés ?
- L'activité économique a-t-elle tendance à se « délocaliser » de plus en plus loin au sein du territoire régional par un effet de desserrement ? Paris et sa proche banlieue relèquent-elles l'emploi et les entreprises à leur périphérie ?

¹ Les notions de centre et de cœur de l'agglomération parisienne font l'objet de définitions hétérogènes selon les auteurs. Par convention, dans la suite de cette note les termes « Paris-petite couronne » et « centre de l'agglomération » sont considérés comme équivalents et correspondent à l'ensemble territorial composé de Paris et des trois départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne). La notion de « cœur d'agglomération » utilisée dans la seconde partie de l'analyse, couvre quant à elle l'ensemble formé par Paris et ses communes limitrophes, ainsi que les communes de Puteaux et Courbevoie.

² Source : Insee, enquête annuelle de recensement 2005.

³ Source : Insee, 2005.

⁴ Source : données Sirene au 1^{er} janvier 2006.

⁵ Cf. annexe 1.

⁶ Source : Insee, CLAP 2004.

⁷ Selon les données du recensement général de la population (1999), environ 91 % des actifs occupés résidant à Paris-petite couronne travaillaient au sein de ce même périmètre.

⁸ Voir l'article de Laurent Davezies intitulé « Paris s'endort », paru sur le site « La vie des idées » le 1^{er} février 2008, et les vives réactions qu'il a suscitées, notamment celle de Jean-Louis Missika, Adjoint au maire de Paris en charge de l'innovation (« Paris, ville-monde dans une France endormie », 12 février 2008) ou encore celle d'Ariane Azéma et Denis Tersen du Conseil Régional d'Ile-de-France (« Economie francilienne : et si Davezies cauchemardait ? », 12 mars 2008).

La présente étude se propose de mobiliser les statistiques disponibles et les principales études existant sur le sujet afin d'apporter à son tour des éléments de réponse à ces deux problématiques.

Afin de répondre à la première question portant sur le dynamisme économique du centre de l'agglomération, le périmètre géographique retenu dans la première partie de cette étude regroupera Paris et les 3 départements de la petite couronne⁹.

Bien sûr, il serait erroné de réduire la complexité et la richesse de l'économie francilienne à Paris-petite couronne. La grande couronne concentre notamment une part très importante des activités de R&D, des plates-formes logistiques, des activités industrielles, ou encore, à l'intersection des 1^e et 2^e couronnes, les grandes plates-formes aéroportuaires, toutes choses essentielles au fonctionnement et à l'efficacité de l'économie régionale. Néanmoins, ce périmètre restrictif permet d'approcher la réalité de la notion de centre d'agglomération.

En outre, concernant les champs étudiés, l'étude ne prétend aucunement à l'exhaustivité. Elle a pour objectif d'analyser quelques indicateurs économiques clés (PIB, emploi, tissu productif, données démographiques, etc.) dans le but de vérifier, sur la durée, la solidité des fondamentaux de l'économie du centre de l'agglomération parisienne ainsi que de mieux interpréter les mutations géographiques de l'emploi au sein de la région capitale et les recompositions à l'œuvre. C'est ainsi que certaines thématiques, comme l'attractivité internationale, les activités de R&D et d'innovation ou encore les problématiques de gouvernance ne font pas partie des champs explorés ici.

Cette étude s'appuie pour l'essentiel sur :

- Les données de PIB en valeur départementalisées fournies par Eurostat sur la période 1995-2005. Ces données intégrant la hausse des prix, il existe un fort différentiel entre le taux de croissance réel de l'économie et les taux indiqués. Malgré les incertitudes pouvant peser sur leur méthodologie (elles ne sont pas publiées par l'Insee), ces données sont utilisées ici car seules à même de donner une indication sur l'efficacité productive des entreprises de Paris-petite couronne.
- Les estimations d'emploi total réalisées par l'Insee et les données GARP¹⁰ / Unédic portant sur l'emploi salarié privé et permettant des analyses à la commune par secteur d'activité¹¹.
- Les données démographiques contenues dans les recensements généraux de la population effectués par l'Insee ainsi que les enquêtes annuelles de recensement menées depuis 1999 selon une nouvelle méthodologie.
- Les données SIRENE sur les établissements ainsi que les établissements relevant du champ GARP / Unédic.
- Le fichier des transferts d'établissements pour la période 1997-2006., élaboré par l'Insee sur le champ industrie, commerce, services (ICS), hors agriculture et services financiers.

NB : Dans les pages ci-après, le territoire de référence intitulé « France », utilisé à titre de comparaison avec l'Ile-de-France ou Paris-petite couronne, correspond au territoire de France métropolitaine (hors DOM-TOM).

⁹ La disponibilité de données de PIB départementalisées explique également la commodité statistique du périmètre retenu pour cette première partie de l'étude.

¹⁰ GARP : Groupement des Assédic de la région parisienne.

¹¹ Seules les données définitives s'arrêtant en 2006 seront utilisées ici.



1. Paris-petite couronne, un territoire très productif mais qui crée peu d'emplois et peine à retenir sa population



Avant d'aborder l'analyse de l'emploi, de la composition socioprofessionnelle et des évolutions démographiques à Paris et en proche couronne, un rapide examen des données Eurostat en matière de création de valeur ajoutée nous permettra de déterminer dans quelle mesure le centre de l'agglomération parisienne reste également le cœur productif de l'Ile-de-France.

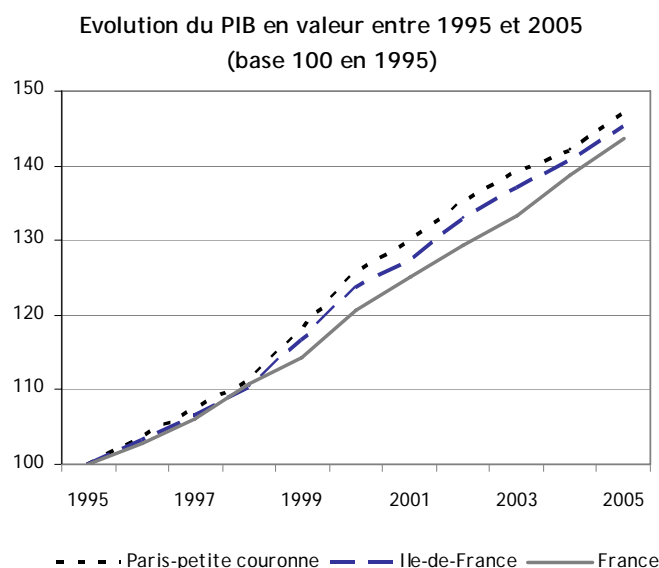
1.1. Un PIB qui a enregistré une dynamique positive sur les dix dernières années mais est resté très sensible aux variations conjoncturelles

1.1.1 Une dynamique du PIB positive sur l'ensemble des dix dernières années

Si en 1995, le PIB de Paris-petite couronne représentait 19,8 % du PIB français et 71,3 % du PIB francilien, en 2005, ces proportions avaient légèrement augmenté (20,3 % du PIB français et 72,2 % du PIB francilien).

Au vu des données fournies par Eurostat au niveau départemental, il apparaît que sur l'ensemble de ces dix années, Paris-petite couronne a connu une croissance du PIB légèrement supérieure à celle enregistrée aux niveaux régional et national.

Sur l'ensemble de la période, la croissance du PIB de Paris-petite couronne explique 74 % de celle de l'Ile-de-France, soit davantage que son poids économique. Cette statistique oblige à rejeter la thèse du déclin économique du centre de l'agglomération, les entreprises de Paris et de la petite couronne créant toujours plus de valeur et contribuant, dans l'ensemble, positivement à la croissance francilienne et française.

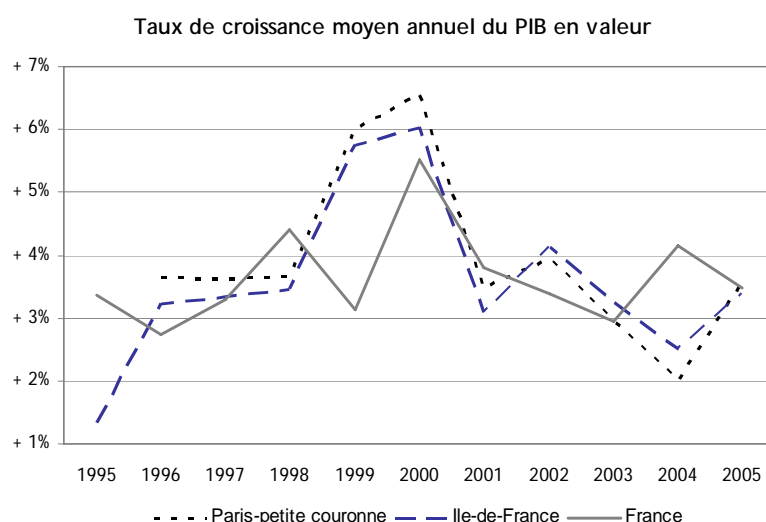


Source : Données Insee / Eurostat, PIB en euros courants aux prix du marché

1.1.2 Une croissance économique très sensible à la conjoncture

Les évolutions du PIB de Paris-petite couronne sur la période 1996-2005 se caractérisent néanmoins par une forte réactivité à la conjoncture :

- Dans un premier temps, tirant pleinement parti d'un contexte économique porteur marqué entre autres par l'essor des technologies de l'information et de la communication, Paris-petite couronne a entraîné dans son sillage la forte croissance de l'économie régionale entre 1998 et 2001. Sur cette période, 78 % de la création de valeur ajoutée en Ile-de-France lui est imputable.
- Mais 2001 marque indéniablement un tournant. Particulièrement touchée par la phase de récession, Paris-petite couronne n'a créé que 68 % de la valeur ajoutée régionale sur la période 2002-2005 malgré un rebond en fin de cycle.

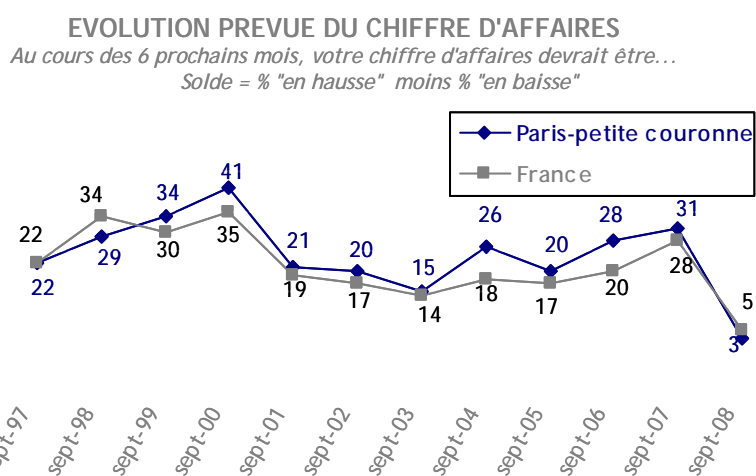


Source : Données Insee / Eurostat, PIB en euros courants aux prix du marché

Par conséquent, si le poids relatif de Paris-petite couronne dans le PIB régional semble s'être consolidé sur la période 1996-2005 (passant de 71,3 % à 72,2 %), sa capacité d'entraînement sur le reste de l'économie régionale s'est montrée particulièrement sensible à la conjoncture.

Les résultats des enquêtes annuelles de conjoncture CCIP-Médiamétrie qui s'appuient sur les déclarations des chefs d'entreprise de Paris-petite couronne (correspondant à la circonscription de la CCIP) et de la France métropolitaine sur l'évolution de leur chiffre d'affaires au cours des six derniers mois confirment qu'en période de ralentissement, le centre de l'agglomération parisienne connaît un décrochage vis-à-vis du reste de l'économie nationale.

Ainsi, en septembre 2003, en pleine période de récession, tandis qu'au niveau national les chefs d'entreprise étaient plus nombreux à déclarer une hausse de leur chiffre d'affaires que l'inverse, les entrepreneurs de Paris-petite couronne étaient dans le même temps très nombreux à déclarer une évolution négative (solde d'opinion de -12). De même, dans la dernière enquête de septembre 2008, les chefs d'entreprises du centre de l'agglomération parisienne paraissent avoir ressenti avant leurs homologues français les premières conséquences de la crise financière.



Source : Enquêtes de conjoncture CCIP-Médiamétrie.

1.2. Une prépondérance accrue des fonctions métropolitaines supérieures qui permet à la productivité du travail de continuer à croître à un rythme soutenu

1.2.1. Une économie ayant atteint un degré très élevé de tertiarisation

Si l'ensemble de l'économie française a enregistré un fort développement des activités de services parallèlement à un repli de l'emploi industriel, la tertiarisation de l'emploi francilien, engagée plus tôt, y est aujourd'hui plus aboutie.

Au centre de l'agglomération, entre 1990 et 2005, les services ont connu une croissance soutenue en termes d'emploi (+ 433 000 emplois, soit + 19 %), tandis que dans le même temps, la désindustrialisation a été plus brutale que dans le reste du pays. Ainsi, les effectifs industriels ont diminué de moitié à Paris-petite couronne contre - 38 % au niveau francilien et - 20 % au niveau national.

Ce double mouvement explique le profil très tertiaire que présente l'économie de Paris-petite couronne en 2005 puisque 75 % de ses emplois relèvent des services contre 72 % au niveau régional et 61 % au niveau national.

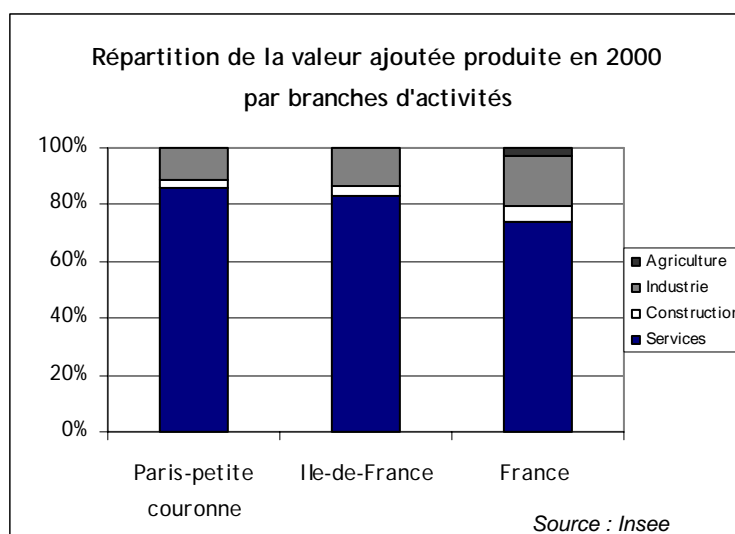
Structure de l'emploi par branches d'activités

	Paris-petite couronne		Ile-de-France		France	
	1990	2005	1990	2005	1990	2005
Agriculture	0,1%	0,1%	0,5%	0,3%	5%	3%
Industrie	17%	8%	18%	10%	22%	16%
Construction	6%	4%	7%	5%	7%	6%
Commerce	13%	12%	14%	13%	14%	14%
Services	65%	76%	61%	72%	52%	61%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Insee

La place essentielle des services dans la création de valeur ajoutée

En complément de cette approche en termes d'emploi, la ventilation de la valeur ajoutée produite par grande branche d'activité confirme le poids prédominant joué par les services dans l'économie de Paris-petite couronne : en 2000 (dernière année pour laquelle l'Insee fournit des estimations départementalisées), les activités de service représentaient 86 % de la valeur ajoutée produite à Paris-petite couronne, tandis que pour l'Ile-de-France et l'ensemble du territoire national, cette proportion s'établissait respectivement à 83 % et 76 %.



1.2.2. Une spécialisation sectorielle marquée par les activités financières, le conseil, et d'autres services à haute valeur ajoutée¹²

Une analyse plus approfondie par secteur d'activité permet d'affirmer que depuis 1994, trois secteurs ont concentré la quasi-totalité des gains d'effectifs salariés :

- les services de haute technologie, incluant notamment le conseil et le secteur des télécommunications, a vu ses effectifs salariés privés passer de 340 000 à 500 000 entre 1994 et 2006 (soit + 47 %). Le poids de ces activités dans l'emploi salarié privé de Paris-petite couronne est ainsi passé de 13,4 % à 19 % entre 1994 et 2006. Le boom informatique de la deuxième moitié des années 1990 explique en grande partie cet essor, ainsi que le puissant mouvement d'externalisation des fonctions tertiaires dans les entreprises.
- les services opérationnels aux entreprises, incluant notamment les activités de nettoyage, sécurité et intérim, ont également connu, à une échelle moindre, une croissance soutenue sur la dernière décennie (+ 38 %, soit un gain de près de 90 000 emplois).
- les services aux particuliers, enfin, ont crû de 30 % entre 1994 et 2006 (soit + 70 000 emplois salariés privés).

La spécialisation du centre de l'agglomération dans ces trois activités de services est relativement plus forte qu'au niveau régional : tandis que Paris-petite couronne regroupe au total 66 % des emplois salariés privés franciliens, cette proportion atteint 79 % pour les services de haute-

¹² Les analyses sectorielles qui suivent s'appuient sur les données GARP concernant l'emploi salarié privé.

technologie, 69 % pour les services opérationnels aux entreprises et 73 % pour les services aux particuliers.

Cela étant, en dehors de ces secteurs d'activités très dynamiques, la spécialisation économique de Paris-petite couronne repose majoritairement sur certains secteurs historiquement ancrés au centre de l'agglomération (cf. tableau *infra*):

- les activités financières et les activités immobilières, qui, bien qu'ayant connu un léger recul de leurs effectifs salariés privés entre 1994 et 2006, continuent respectivement de concentrer à Paris-petite couronne 89 % et 82 % de l'emploi salarié privé régional ;
- l'industrie des biens de consommation, qui, malgré une contraction de 27 % de leurs effectifs salariés privés entre 1994 et 2006, concentre toujours sur le territoire de Paris-petite couronne 79 % de l'emploi régional, en particulier dans les domaines de l'édition, la pharmacie, l'habillement et l'industrie du luxe.

Les secteurs d'activités les plus spécifiques de l'économie de Paris-petite couronne au regard de l'économie française

Secteur d'activité	Indice de spécialisation en 2006*
Télécommunications (radio, télévision, téléphonie, etc.)	2,8
Activités financières	2,3
Conseils et assistance	2,1
Activités immobilières	1,9
Edition, imprimerie, reproduction	1,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	1,8
Activités récréatives, culturelles et sportives	1,7

Source : d'après des données Unédic

* L'indice de spécialisation sectorielle (ISS) représente la part du secteur d'activité considéré dans le total de l'emploi de Paris-petite couronne rapportée à la part de ce secteur dans l'ensemble de l'emploi salarié privé au niveau national. Un indice de spécialisation de 2 signifie que le poids du secteur d'activité concerné est deux fois plus important dans Paris-petite couronne que dans l'ensemble de l'économie française.

Les secteurs d'activités correspondent à la classification NES 36 de l'Insee.

1.2.3. L'affirmation croissante des fonctions métropolitaines supérieures et des emplois d'encadrement et de conception qui leur sont attachés

Parallèlement à l'essor des activités de services à forte valeur ajoutée, l'économie de Paris-petite couronne se caractérise par une forte surreprésentation des emplois liés à des fonctions d'encadrement et de conception qui sont pourvus par des personnes appartenant à la catégorie socioprofessionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures.

Une première manière d'approcher ce phénomène, développée par l'équipe de chercheurs STRATES (P. Beckouche & F. Damette, 1993) et reprise par la suite par Ludovic Halbert (LATTS, Université Paris-I) consiste à analyser les « emplois supérieurs » à travers une grille croisant les catégories socioprofessionnelles, les fonctions économiques et les sphères d'activités. Sont ainsi retenus comme emplois supérieurs ceux répondant aux critères suivants :

- catégorie socioprofessionnelle des cadres, chefs d'entreprises et professions intellectuelles supérieures,
- fonctions de justice, culture, recherche, gestion, commercialisation, ingénierie et logistique,
- sphères d'activités de production (industrie, bâtiment, agriculture) et de circulation/intermédiation (services aux entreprises, direction, commerce inter-industriel, finances, banque-assurance, transports et télécoms).

L'exploitation¹³ de cette grille appliquée aux recensements de la population réalisés par l'Insee montre qu'en 1999, Paris-petite couronne concentrait 76 % des emplois supérieurs franciliens (soit 527 000), et que sur la période 1982-1999, cette catégorie d'emplois avait crû davantage, en valeur absolue, qu'en grande couronne : + 161 000 contre + 91 000.

Surtout, alors que les 91 000 emplois supérieurs enregistrés en grande couronne ne représentent que 23 % du total des emplois gagnés¹⁴ entre 1982 et 1999 sur ce périmètre, ce même rapport culmine à 89 % pour la petite couronne. En d'autres termes, en petite couronne, la croissance du nombre total d'emplois (+ 143 000) a été presque entièrement portée par celle des emplois supérieurs. A Paris intra muros, les différents types d'emplois ont connu des évolutions contraires : tandis qu'au total, 207 000 emplois publics et privés ont été perdus dans la capitale entre 1982 et 1999, les emplois supérieurs, ont quant à eux, connu une croissance de + 34 000.

Par conséquent, si entre 1982 et 1999, le centre de l'agglomération parisienne a connu une concurrence croissante de la grande couronne dans l'accueil des emplois supérieurs franciliens, ces fonctions stratégiques continuent d'entretenir un lien privilégié avec l'économie de Paris-petite couronne, à double titre :

- Paris-petite couronne concentre toujours les trois quarts des emplois supérieurs régionaux ;
- surtout, le poids des emplois supérieurs dans le total des emplois de Paris-petite couronne a eu tendance à s'accroître, renforçant ainsi la spécialisation intrinsèque du centre de l'agglomération dans l'accueil de ce type de fonctions.

Ventilation des emplois supérieurs par couronnes franciliennes en 1999

	Emplois supérieurs	Part régionale	Variation nette (1982-1999)	Variation relative (1982-1999)
Paris-petite couronne	527 000	76 %	+ 161 000	+ 44 %
Paris	242 000	35 %	+ 34 000	+ 16 %
Petite couronne	285 000	41 %	+ 127 000	+ 80 %
Grande couronne	171 000	24 %	+ 91 000	+ 114 %
Ile-de-France	698 000	100 %	+ 252 000	+ 57 %

Source : Insee RGP 1999, exploitation L. Halbert

Une seconde approche, moins élaborée, mais permettant de s'appuyer sur des données plus récentes, consiste à analyser les informations contenues dans les Déclarations annuelles de données sociales (DADS), collectées et diffusées par l'Insee.

En 2005, le profil des emplois localisés à Paris-petite couronne restait fortement marqué par le poids des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'emploi total, et la faible part relative des ouvriers. Ainsi, si le centre de l'agglomération parisienne regroupait dans son ensemble 69 % de l'emploi régional, cette part atteignait 77 % pour l'ensemble composé des cadres et chefs d'entreprise, et seulement 59 % pour l'ensemble des ouvriers.

¹³ Les analyses développées ici se réfèrent aux travaux de Ludovic Halbert sur le desserrement des emplois supérieurs en Ile-de-France. Cf. notamment Halbert L. « Le desserrement intra-métropolitain des emplois de services aux entreprises : une tentative de mesure et d'interprétation dans le cas de la région métropolitaine parisienne », XIIIe conférence internationale du RESER, Mons, octobre 2003.

¹⁴ Source : Insee RGP.

Profil des emplois localisés à Paris-petite couronne en 2005

	Paris-petite couronne	Ile-de-France	PPC / IDF
Cadres et professions intellectuelles supérieures	898 578	1 165 928	77%
Chefs d'entreprise	26 274	36 946	71%
Professions intermédiaires	848 139	1 223 438	69%
Employés	893 334	1 338 073	67%
Ouvriers qualifiés	186 802	305 699	61%
Ouvriers non qualifiés	334 403	574 235	58%
Total	3 187 530	4 644 319	69%

Source : DADS, 2005

Le croisement entre ces données relatives au profil des emplois et les principaux secteurs d'activité, permet d'observer qu'à l'exception de la construction, dans tous les secteurs d'activités le centre de l'agglomération concentre proportionnellement plus d'emplois de cadres que la grande couronne.

C'est dans l'administration, les services aux particuliers, et quelques secteurs industriels (énergie, industrie des biens de consommation, industrie des biens intermédiaire) que la « spécialisation » du centre de l'agglomération dans l'accueil des emplois supérieurs est la plus nette. Ainsi, à titre d'exemple, alors que Paris-petite couronne ne concentre que 40 % des emplois franciliens dans l'industrie des biens intermédiaires, le centre de l'agglomération regroupe néanmoins 52 % des emplois de cadres et chefs d'entreprise appartenant à ce secteur d'activité.

Part des emplois franciliens localisés à Paris-petite couronne en 2005 (par CSP et secteur d'activité)

	Chefs d'entreprises & Cadres et prof. sup.	Prof. interm. & employés	Ouvriers	Moyenne
Activités financières	94%	85%	83%	89%
Industrie des biens de consommation	88%	81%	60%	79%
Energie	87%	73%	72%	77%
Services aux particuliers	86%	74%	72%	76%
Activités immobilières	84%	80%	85%	82%
Services aux entreprises	83%	76%	67%	77%
Administration	77%	62%	79%	65%
Éducation, santé, action sociale	75%	65%	57%	66%
Transports	68%	61%	61%	62%
Commerce	66%	62%	56%	62%
Industries agricoles et alimentaires	63%	64%	54%	60%
Construction	53%	56%	54%	54%
Agriculture, sylviculture, pêche	52%	38%	21%	30%
Industries des biens intermédiaires	52%	42%	31%	40%
Industries des biens d'équipement	42%	42%	41%	42%
Industrie automobile	38%	33%	29%	33%
Moyenne	77%	68%	59%	69%

Source : DADS, 2005

1.2.4. Un PIB par emploi très élevé et qui a connu une forte croissance ces dix dernières années

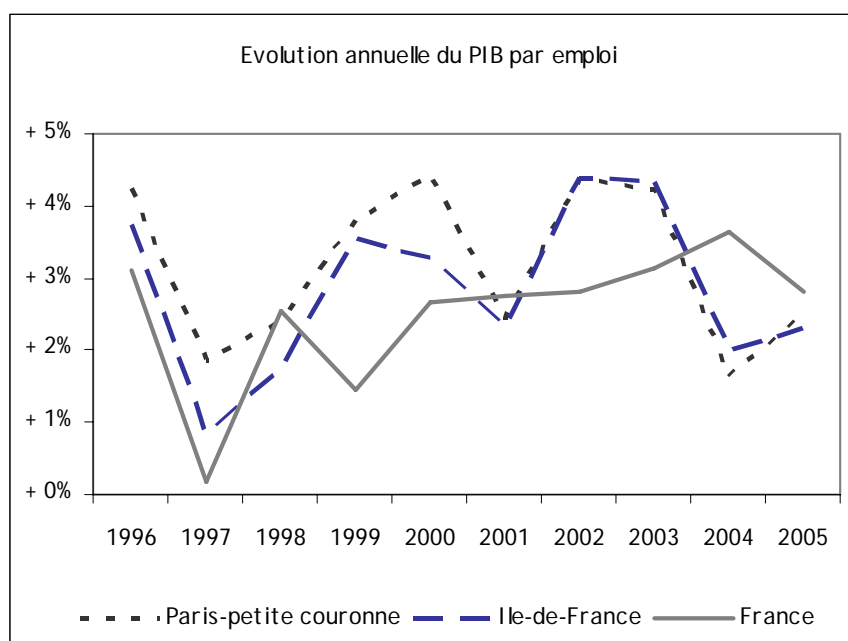
En raison notamment de la progression des activités de services à haute valeur ajoutée et des emplois supérieurs, Paris-petite couronne a vu son PIB par emploi connaître une forte progression (+ 37 % en dix ans contre + 28 % au niveau national). En moyenne, un emploi du centre de l'agglomération parisienne génèrait, en 2005, une valeur ajoutée supérieure de 41 % à un emploi moyen situé sur le reste du territoire français.

Ce fort accroissement de la productivité du travail de Paris-petite couronne est également dû au moins en partie à un rythme de création d'emplois plus faible qu'au niveau national (cf. ci-après). Il n'en reste pas moins qu'au cours des dix dernières années le centre de l'agglomération s'est affirmé comme espace de concentration des activités et des emplois générant une forte valeur ajoutée.

PIB par emploi

	Paris-petite couronne	Ile-de-France	France
1995	71 076	67 311	53 916
2005	97 175	89 097	69 075
evol.	+ 37%	+ 32%	+ 28%

Source : Insee et Eurostat



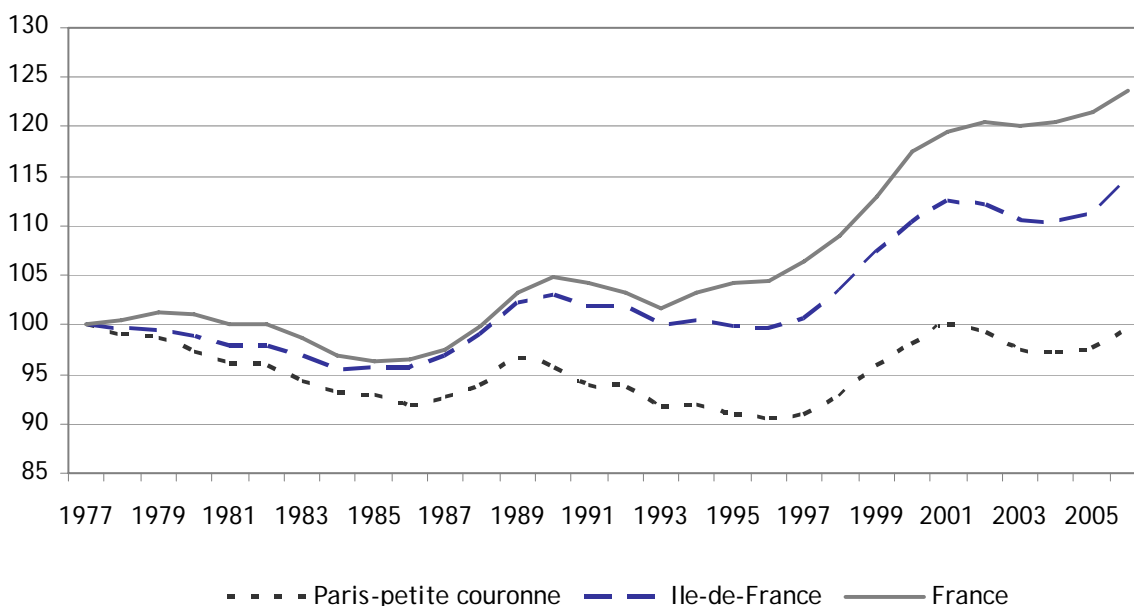
Source : Données Insee / Eurostat (PIB en euros courants aux prix du marché)

1.3. Une croissance économique caractérisée par un faible contenu en emplois et un tissu productif dans l'ensemble peu dynamique

1.3.1. Un net déficit de Paris-petite couronne en termes de création d'emplois

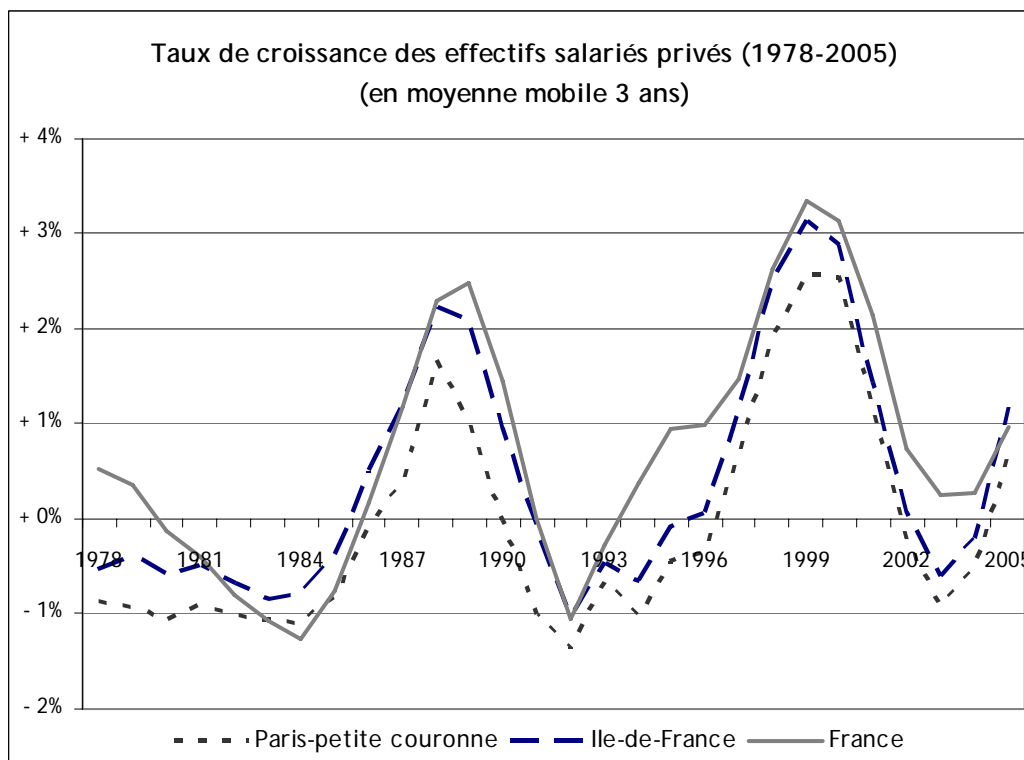
Une des principales faiblesses de l'économie de Paris-petite couronne réside dans le niveau structurellement bas de sa création nette d'emplois et particulièrement en ce qui concerne les emplois salariés du secteur concurrentiel qui sont une composante essentielle de l'emploi total à Paris-petite couronne (75 % contre 64 % au niveau national) : entre 1977 et 2006, tandis que les effectifs salariés privés ont légèrement diminué à Paris-petite couronne (-1 %), ils ont connu dans le même temps une croissance de 24 % au niveau national et de 15 % en Ile-de-France. Le retard en termes de créations d'emplois salariés privés que l'Ile-de-France dans son ensemble accuse par rapport à la France est donc imputable au centre de l'agglomération parisienne.

Evolution comparée de l'emploi salarié privé 1977-2006
 (base 100 en 1977)



Source : GARP / Unédic

Comme le suggère le graphique suivant, qui représente l'évolution des effectifs salariés du secteur concurrentiel en taux de croissance moyens annuels, sur les deux derniers grands cycles conjoncturels, la croissance de l'emploi salarié privé à Paris-petite couronne a été moins forte que dans le reste du territoire national, et les phases de ralentissement économique ont vu les effectifs salariés du secteur concurrentiel se contracter plus fortement qu'en Ile-de-France et surtout qu'en France.



Source : GARP / Unédic

Les évolutions de l'emploi salarié privé constatées ces dernières années semblent confirmer ces tendances lourdes. En effet, si, après avoir particulièrement souffert du retournement conjoncturel des années 2001-2004, Paris-petite couronne connaît de nouveau, depuis 2005 un solde de création d'emploi positif, à l'instar de l'Ile-de-France et de la France, on constate que le rythme de création d'emplois salariés privés à Paris-petite couronne en 2005 et 2006 est resté inférieur à celui enregistré aux niveaux régional et national.

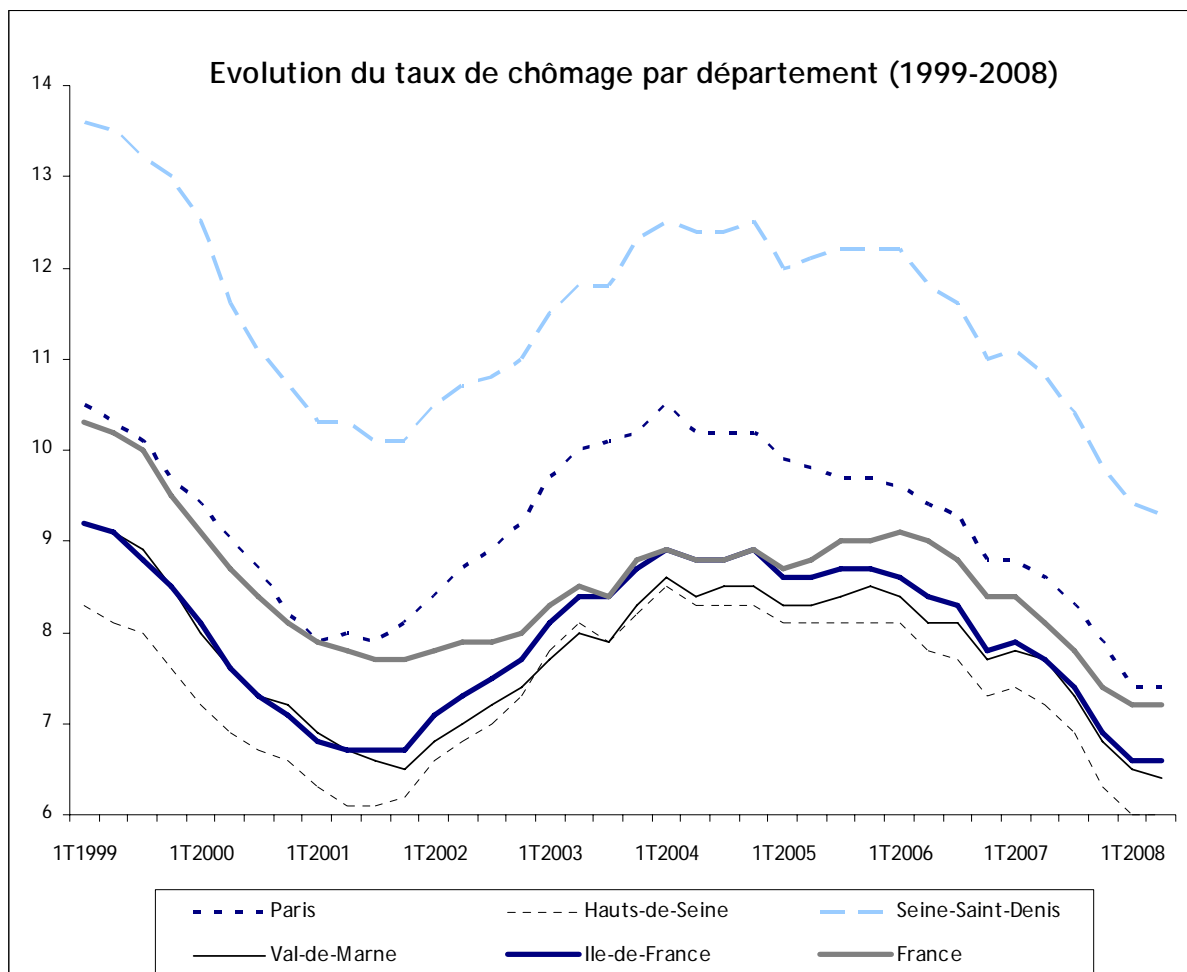
Enfin, parallèlement à ce faible niveau de création d'emplois, l'économie de Paris-petite couronne se caractérise également par un taux de chômage qui reste supérieur à la moyenne régionale, malgré des évolutions plus favorables depuis 2004.

Dans une agglomération où les lieux de résidence et de travail sont souvent découplés et où les déplacements domicile-travail sont longs et nombreux, le taux de chômage de la population résidant à Paris-petite couronne ne constitue qu'un indicateur très indirect de sa vitalité économique (et a fortiori de ses sous-composantes territoriales). En cela, les enseignements fournis par l'analyse des taux de chômage ne doivent pas être sur-interprétés. Cependant, les données du RGP montraient qu'en 1999, 91 % de la population active résidant à Paris-petite couronne y travaillaient. Un taux de chômage élevé pourrait ainsi témoigner que les mutations sectorielles et fonctionnelles de l'emploi disponible au centre de l'agglomération n'ont pas été suffisamment accompagnées par des mobilités spatiales de la population active ou par une élévation du niveau de qualification des actifs résidents.

Certes, Paris-petite couronne rassemble des départements qui connaissent un taux de chômage légèrement inférieur au niveau francilien (et *a fortiori* au niveau national), comme les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne. Cela étant, Paris et, à plus forte raison, la Seine-Saint-Denis enregistrent pour leur part un taux de chômage largement supérieur au niveau régional : entre 1999 et 2008, les différentiels ont évolué entre + 0,8 et + 1,7 pour Paris, et entre + 2,7 et + 4,4 points pour la Seine-Saint-Denis. Au vu de l'ampleur de ces écarts et du poids de la population active à Paris et en Seine-Saint-Denis dans l'ensemble Paris-petite couronne, il est possible d'en déduire que sur toute la période 1999-2008, le taux de chômage global pour Paris-petite couronne a été supérieur à la moyenne régionale.

Depuis la fin de l'année 2004, si le taux de chômage diminue sur l'ensemble des territoires étudiés, cette baisse est particulièrement prononcée pour Paris et sa petite couronne, puisque les

taux observés pour Paris et la Seine-Saint-Denis connaissent une forte décreue et tendent progressivement, sur l'ensemble de la période 2005-2008, à se rapprocher du niveau régional.



Source : Insee Ile-de-France

Ecarts à la moyenne régionale (en moyennes annuelles)

	Paris	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne
1999	+1,3	-0,9	+4,4	0
2000	+1,3	-0,7	+4,0	0
2001	+1,3	-0,6	+3,5	-0,1
2002	+1,4	-0,5	+3,4	-0,3
2003	+1,6	-0,4	+3,5	-0,4
2004	+1,4	-0,5	+3,6	-0,4
2005	+1,1	-0,6	+3,5	-0,3
2006	+1,0	-0,6	+3,4	-0,2
2007	+0,9	-0,5	+3,1	-0,1
2008_S1	+0,8	-0,6	+2,8	-0,1

Source : Insee Ile-de-France

1.3.2. Au faible niveau de création d'emplois s'ajoute un faible dynamisme du tissu productif de Paris-petite couronne

Si la croissance économique de Paris-petite couronne se caractérise par un faible contenu en emplois et que le taux de chômage y reste globalement supérieur à la moyenne régionale - malgré une amélioration au cours des dernières années - le tissu des établissements localisés au centre de l'agglomération est lui aussi marqué par un dynamisme inférieur aux moyennes régionale et nationale.

Ainsi, sur la période 1997-2006, le nombre d'établissements privés comptant au moins un salarié et recensés à Paris-petite couronne a légèrement diminué (- 0,4 %) alors qu'il a progressé dans le même temps de 2 % en Ile-de-France et surtout de 7,6 % au niveau national.

Néanmoins, toutes les catégories d'établissements n'ont pas été affectées de la même manière par ce faible dynamisme du centre de l'agglomération :

- Les très grands établissements (plus de 500 salariés) ont connu une croissance forte à Paris-petite couronne (+ 20,6 %) et très forte en grande couronne (+ 48,6 %), bien au-delà de la moyenne nationale (+ 13,3 %).
- En revanche, le dynamisme démographique des établissements de Paris-petite couronne décroît très nettement avec la taille des établissements considérés. Paris-petite couronne a notamment enregistré une perte nette de 4 000 très petits établissements (de 1 à 9 salariés) entre 1997 et 2006.
- Sur la période 1997-2006, la structure du tissu productif de Paris-petite couronne et de l'Ile-de-France dans son ensemble a donc fait l'objet d'une déformation en faveur des très grands établissements. Le tissu productif français n'a pas fait l'objet d'une déformation similaire.

Evolution du nombre d'établissements affiliés à l'Unédic (1997-2006)

		1 à 9 sal	10 à 99 sal	100 à 499 sal	500 sal et +	TOTAL
Paris-petite couronne	nb	- 4 068	+ 2 622	+ 522	+ 81	- 843
	%	- 2,0%	+ 7,7%	+ 16,8%	+ 20,6%	- 0,4%
Ile-de-France	nb	- 36	+ 5 593	+ 828	+ 150	+ 6 535
	%	0%	+ 11,2%	+ 18,7%	+ 28,0%	+ 2,0%
France	nb	+ 66 536	+ 40 575	+ 3 723	+ 208	+ 111 042
	%	+ 5,4%	+ 18,6%	+ 22,1%	+ 13,3%	+ 7,6%

Source : GARP / Unédic

1.4. Un territoire qui peine à retenir sa population et connaît de ce fait une faible dynamique démographique malgré un rebond depuis 1999

1.4.1. L'essentiel de la croissance démographique en Ile-de-France entre 1975 et 2005 s'est produit en grande couronne.

Entre 1975 et 2005, si l'Ile-de-France dans son ensemble a connu une croissance démographique supérieure à la moyenne nationale (+ 15 % contre + 13 %), ces gains de population ont bénéficié presque exclusivement à la Grande couronne (+ 39 % sur l'ensemble de la période contre + 2 % seulement pour Paris-petite couronne).

Au sein de Paris-petite couronne, la population a baissé entre 1975 et 1982, et ce n'est que sur la période 1999-2005 qu'elle a retrouvé son niveau de 1975, même si les pertes avaient été globalement enrayées dès les années 1980.

Evolution de la population francilienne entre 1975 et 2005

	1975	1982	1990	1999	2005*
Paris-petite couronne	6 276 600	6 081 238	6 140 816	6 164 238	6 409 000
Paris	2 299 830	2 176 243	2 152 423	2 125 246	2 154 000
Hauts-de-Seine	1 438 930	1 387 039	1 391 658	1 428 881	1 517 000
Seine-Saint-Denis	1 322 127	1 324 301	1 381 197	1 382 861	1 459 000
Val-de-Marne	1 215 713	1 193 655	1 215 538	1 227 250	1 279 000
Grande couronne	3 601 965	3 991 821	4 519 738	4 787 773	4 991 000
Ile-de-France	9 878 565	10 073 059	10 660 554	10 952 011	11 400 000

Source : Insee, RGP, estimations au quart pour 2005

	Taux de croissance annuel moyen de la population					Taux d'évolution global 1975-2005
	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2005	Total 1975-2005	
Paris-petite couronne	-0,5%	0,1%	0%	0,7%	0,1%	2%
Paris	-0,8%	-0,1%	-0,1%	0,2%	-0,4%	-6,3%
Hauts-de-Seine	-0,5%	0%	0,3%	1,0%	0,4%	5,4%
Seine-Saint-Denis	0%	0,5%	0%	0,6%	0,7%	10,4%
Val-de-Marne	-0,3%	0,2%	0,1%	0,7%	0,3%	5,2%
Grande couronne	1,4%	1,6%	0,6%	0,7%	2,2%	38,6%
Ile-de-France	0,3%	0,7%	0,3%	0,7%	1,0%	15,4%

Source : Insee, RGP, estimations au quart pour 2005

1.4.2. Paris-petite couronne souffre structurellement d'un solde migratoire négatif

Ce manque global de dynamisme de Paris-petite couronne sur la période 1975-2005 est dû exclusivement au solde des entrées-sorties fortement négatif dont la contribution à l'évolution de la population a été négative sur l'ensemble des périodes étudiées (entre - 1,1 % et - 0,3 %). Dans le même temps, le taux d'accroissement naturel¹⁵ était quant à lui très positif (entre + 0,5 % et + 0,9 % de moyenne annuelle selon les périodes), aussi bien à Paris qu'en petite couronne¹⁶, du fait notamment de la jeunesse de la population.

Entre 1975 et 2005, chaque année, l'excès de départs sur les arrivées a conduit à un solde migratoire compris entre - 30 000 et - 70 00 personnes¹⁷. Mais cet exode n'a pas touché également toutes les

¹⁵ Différence entre les naissances et les décès.

¹⁶ Cf. Annexe 2.

¹⁷ Cf. IAU Ile-de-France, « Les dynamiques démographiques, reflet de l'attractivité francilienne », note rapide n°393, sept. 2005.

catégories de population : si le cœur de métropole est resté très attractif pour les jeunes et les cadres, et plus généralement les actifs vivant seuls, c'est essentiellement parmi les ménages de retraités, les familles ne disposant que d'un seul revenu d'activité et les ouvriers qualifiés ou non que se concentrent l'essentiel des pertes démographiques recensées sur la période.

Les raisons de ces départs varient d'une catégorie de migrants à l'autre. En effet, le coût de la vie dans le centre de l'agglomération du fait notamment des prix élevés de l'immobilier explique en grande partie l'exode des ménages les plus modestes, tandis que le départ de retraités - au niveau de vie souvent supérieur - à destination des régions atlantiques ou méditerranéennes pour la plupart, s'explique davantage par l'attrait du climat et la recherche d'une meilleure qualité de vie une fois la vie active terminée. Certains économistes, comme Laurent Davezies¹⁸, insistent d'ailleurs sur les conséquences économiques néfastes de ce phénomène : cet exode des retraités franciliens hors de leur région entraînerait selon lui une sous-consommation locale des revenus qu'ils ont accumulés au cours de leur vie active en Ile-de-France, et donc un impact négatif en termes d'emplois.

Il faut néanmoins rappeler qu'il ne s'agit pas là d'une spécificité de la métropole parisienne, le Grand Londres connaissant également un fort décalage entre un taux d'accroissement naturel très positif et un solde migratoire négatif avec les autres régions anglaises ainsi que de puissants effets d'éviction de certaines catégories de populations du centre de l'agglomération du fait notamment de la hausse vertigineuse des prix du foncier¹⁹.

1.4.3. Depuis 1999 néanmoins, Paris et la proche couronne connaissent un véritable regain démographique

Entre 1999 et 2006, pour la première fois depuis la fin des années 1960, l'essentiel de la croissance démographique francilienne s'observe à Paris et en petite couronne et non plus en grande couronne.

Or, l'originalité de ce retournement est liée au fait que ce recentrage de la croissance démographique francilienne résulte, certes, d'une hausse de l'excédent naturel, à Paris comme en proche couronne, mais surtout d'un déficit migratoire qui s'est fortement réduit par rapport à la décennie précédente en proche couronne²⁰.

Cependant, on peut s'interroger sur la pérennité de ce regain démographique²¹. En effet, la construction de logements neufs au centre de l'agglomération n'a jamais connu un niveau aussi bas. Et ce n'est que grâce à une forte mobilisation du parc de logements inoccupés que davantage de Franciliens ont pu trouver à se loger à Paris-petite couronne entre 1999 et 2005 (environ 100 000 logements vacants, réintroduits sur le marché, ont accueilli 200 000 Franciliens supplémentaires). Le taux de logements vacants sur l'ensemble du parc francilien a ainsi chuté de 11,3 % en 1999 à 8,9 % en 2005. Or, le taux de vacance ne peut tomber en dessous d'un certain seuil nécessaire au bon fonctionnement du marché. Le soutien de la dynamique démographique nouvelle de Paris-petite couronne ne pourra donc passer, à terme, que par le lancement de nouvelles constructions de logement.

* * *

¹⁸ Cf. Davezies L., « La République et ses territoires », La République des idées, 2008.

¹⁹ Cf. CROCIS, « L'Ile-de-France parmi les régions européennes », *Les Cahiers du Crocis* n°26, sept. 2007.

²⁰ Cf. Louchart Ph., « Regain démographique en proche couronne », note rapide n°449 de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France, juin 2008.

²¹ Ibid.

L'objet de cette première partie consistait à nous interroger sur la réalité de l'idée couramment répandue d'un déclin économique du centre de l'agglomération parisienne. L'analyse des principaux indicateurs traditionnellement utilisés dans les analyses macroéconomiques (PIB, emploi, démographie), nous conduisent à adopter un point de vue nuancé.

Les données disponibles de PIB conduisent à rejeter la thèse du déclin : comparée aux économies française et francilienne, l'économie de Paris-petite couronne se caractérise encore aujourd'hui par un rythme élevé de création de valeur ajoutée et une productivité des emplois supérieure à la moyenne nationale. Il reste que certains signaux économiques invitent à nuancer ce jugement positif :

- en premier lieu, la croissance économique de Paris-petite couronne a un faible contenu en emplois et le chômage y reste plus élevé qu'en Ile-de-France. Parallèlement, si les établissements de grande taille ont connu une forte croissance sur la dernière décennie, les établissements de moins de 100 salariés ont été marqués par un très faible dynamisme démographique.
- en second lieu, et malgré une récente amélioration depuis 1999, Paris et sa première couronne ont longtemps souffert d'un solde migratoire structurellement négatif et socialement sélectif. En effet, les départs de retraités et de ménages modestes avec enfant(s) ont très longtemps dépassé les arrivées de cadres, ce qui a affaibli la dynamique démographique du centre de l'agglomération²².

Il faut souligner à ce sujet que malgré la faible croissance des emplois, la poursuite de la croissance du PIB de Paris-petite couronne n'a pu être rendue possible que grâce à la spécialisation croissante du centre de l'agglomération dans les activités de services à haute valeur ajoutée (activités financières, conseil, services informatiques...) concomitamment à la progression des emplois de cadres et de « fonctions supérieures ». Ces mutations sectorielles et fonctionnelles ont ainsi contribué à générer des gains en termes de productivité du travail. Néanmoins, ces derniers se sont réalisés au détriment des emplois moins qualifiés et des activités à moins forte valeur ajoutée dont le dynamisme s'est reporté sur les espaces périphériques.

Afin de valider cette hypothèse, la partie suivante s'intéresse plus en détail à la géographie économique au sein de la région capitale afin de mieux comprendre les évolutions qu'ont connues ses différentes composantes territoriales.

²² En partie, ces pertes de population contribuent également à une fuite des revenus générés à Paris-petite couronne qui ne sont pas consommés sur place et interdisent des effets multiplicateurs locaux (cf. les travaux de L. Davezies portant notamment sur le concept d' « économie résidentielle »).



2. Un desserrement multiforme de l'emploi et de l'activité économique en Ile-de-France



Cette seconde partie se propose d'étudier la place de Paris et des territoires constitutifs de la petite couronne dans les dynamiques de recompositions géographiques de l'économie francilienne. Quelle est la réalité du desserrement de l'activité économique et de l'emploi au sein de la région capitale ? Assiste-t-on à une relégation généralisée des activités économiques vers des espaces périphériques de plus en plus lointains ? Quelles activités et quels territoires sont-ils concernés ? Ce mouvement est-il uniforme ?

A partir des réponses qui pourront être apportées à ces questions, nous proposerons une interprétation du desserrement économique en région capitale, faisant la part entre, d'un côté, l'élargissement du cœur économique de l'agglomération et des fonctions économiques qui lui sont attachées et, d'un autre côté, la déconcentration géographique d'activités à moins forte valeur ajoutée.

A la première partie, dont l'objet a été de présenter les principales variables macroéconomiques pour Paris-petite couronne dans son ensemble, succède donc une seconde partie qui repose sur une territorialisation de l'analyse économique.

2.1. Une localisation des emplois et du tissu productif qui reste marquée par une forte concentration au cœur de l'agglomération

En 2006, sur plus de 4 millions d'emplois salariés privés que compte l'Ile-de-France, Paris et sa première couronne en concentraient encore plus des deux tiers (67,6 %). Ainsi, même si la grande couronne a vu son poids relatif en termes d'emplois privés passer de 29,2 % à 32,4 % des effectifs régionaux entre 1995 et 2006, le centre de l'agglomération parisienne conserve une position privilégiée en la matière.

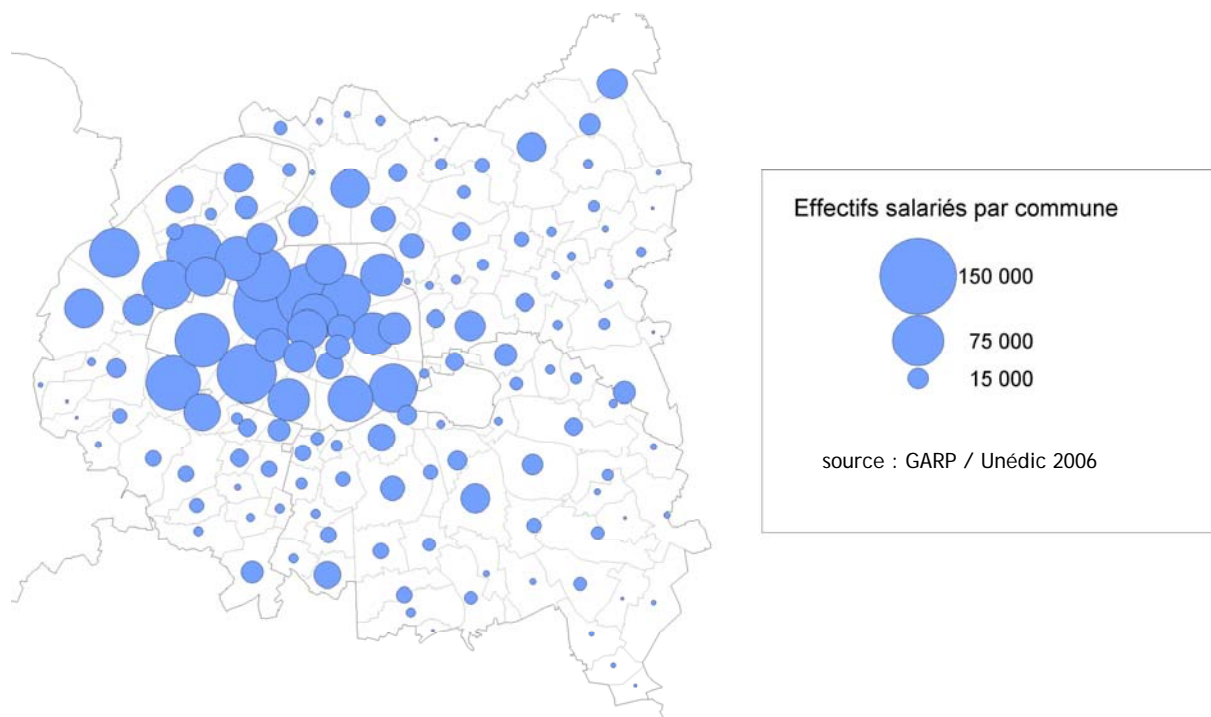
Effectifs salariés privés et part régionale de

	2006	Part régionale
Paris	1 234 182	30,5%
Petite couronne	1 504 828	37,1%
Grande couronne	1 312 280	32,4%
Ile-de-France	4 051 290	100%

Source : GARP / Unédic

Comme en atteste la carte suivante, la **localisation des emplois** salariés privés au sein de Paris-petite couronne reste elle-même marquée par une très forte concentration au cœur de l'agglomération. En 2006, les huit communes de Paris, Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Nanterre, Puteaux, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine et Saint-Denis concentraient encore à elles seules 42,4 % de l'emploi total en Ile-de-France, soit environ 64 % des emplois de Paris-petite couronne.

Localisation de l'emploi salarié privé à Paris-petite couronne en 2006



- Davantage encore que pour l'emploi, la localisation du tissu productif à Paris-petite couronne reste particulièrement centrale. Ainsi, en 2006, si Paris intra muros comptait 30,5 % des effectifs salariés privés franciliens, il regroupait 40 % du nombre d'établissements²³. Ceci revient également à dire que la taille moyenne des établissements localisés à Paris est plus faible que la moyenne régionale.

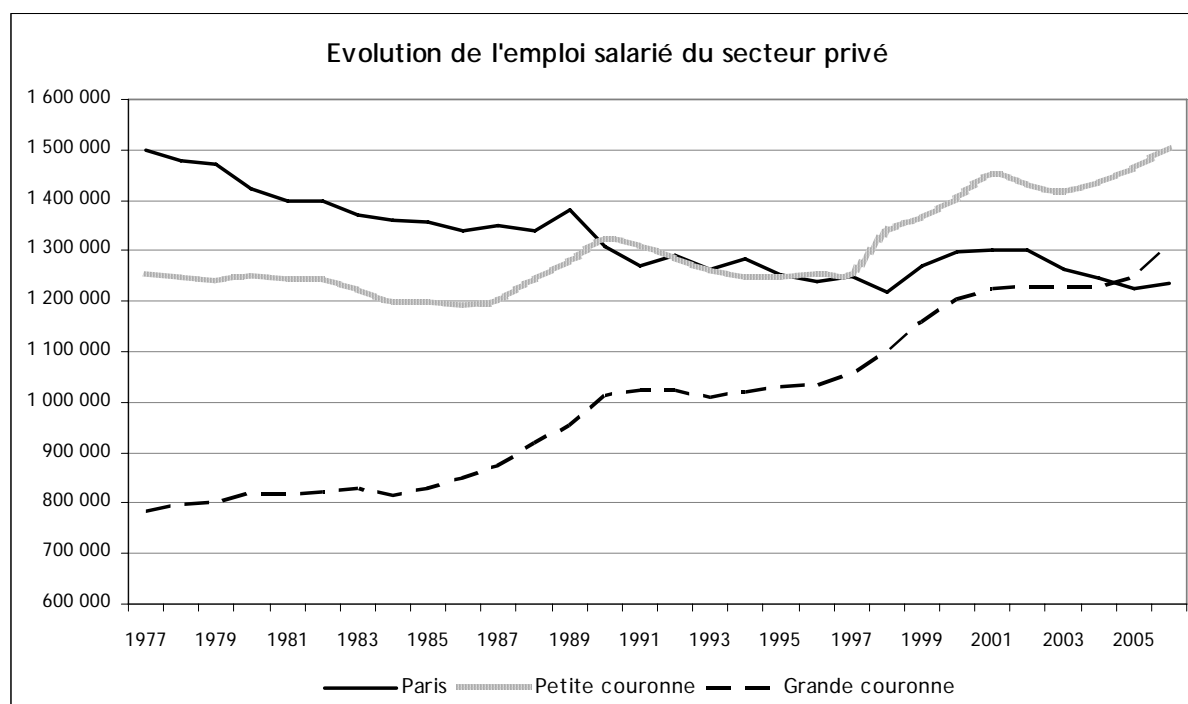
²³ Il s'agit là encore des établissements compris dans le champ Unédic. Les établissements ne comptant aucun salarié privé et les établissements publics et parapublics ne font donc pas l'objet de ce décompte.

2.2. Néanmoins, la tendance observée sur les 30 dernières années est clairement celle d'un desserrement de l'emploi vers les espaces périphériques

Malgré la persistance d'une forte densité économique au cœur de l'agglomération parisienne, les évolutions de l'emploi salarié privé depuis 30 ans font apparaître un puissant effet de desserrement des activités productives profitant à la grande couronne et, plus récemment, à la petite couronne.

Au total, entre 1977 et 2006, le poids de Paris dans l'emploi régional s'est considérablement amoindri. La capitale a ainsi perdu 264 000 emplois salariés dans le secteur concurrentiel (soit une chute de 18 %) tandis que la grande couronne en a gagné dans le même temps 528 000 (soit + 67 %) et la petite couronne 250 000 (+ 20 %).

Aujourd'hui, petite et grande couronnes comptent chacune davantage d'emplois salariés privés que la capitale (cf. graphique).



Source : GARP / Unédic

Ce phénomène de desserrement de l'emploi peut être approfondi en se focalisant sur deux périodes clés correspondant aux deux derniers grands cycles économiques complets (phase de croissance et de récession). Ce découpage par cycle est méthodologiquement utile pour éviter des interprétations accentuant les enseignements d'une sous-période sortie de son contexte temporel. Les deux périodes retenues (1987-1993 et 1997-2003) s'appuient sur les travaux de datation réalisés pour la France par J. Anas et L. Ferrara.²⁴

Enfin, bien que ne correspondant pas à un cycle identifié, les trois dernières années pour lesquelles des statistiques définitives d'emploi salarié privé sont disponibles (2004, 2005, 2006) font l'objet d'un rapide examen.

²⁴ Anas J. & Ferrara L. [2004], "Turning points detection: the ABCD approach and two probabilistic indicators", *Journal of Business Cycle, Measurement and Analysis*, vol. 1, n° 2, p. 1-36. Les datations trimestrielles des "cycles de croissance" ont été annualisées. Le cycle intermédiaire 1994-1996 n'a pas été retenu car trop bref pour être interprété à partir de données annuelles.

2.2.1. Le cycle 1987-1993 bénéficie clairement à la grande couronne tandis que les effectifs salariés parisiens connaissent une forte contraction.

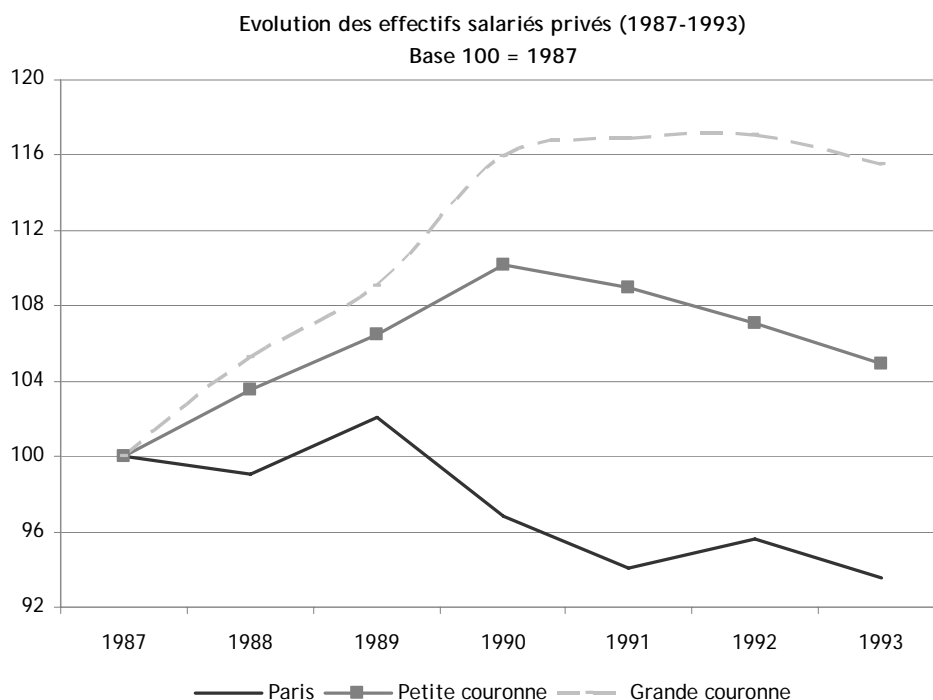
Sur l'ensemble du cycle économique 1987-1993, la France a comptabilisé la création de 552 000 emplois salariés privés (soit + 4,8 %).

Au niveau de l'Ile-de-France, les différents territoires ont connu des évolutions très distinctes : tandis que Paris a perdu 87 000 emplois salariés privés (- 6,4 %), la petite couronne en a gagné 59 000 (+ 4,9 %), et la grande couronne a connu un véritable boom de l'emploi avec + 135 000 emplois salariés du privé (+ 15,5 %). Ces évolutions contrastées reflètent un desserrement de l'emploi au détriment de Paris et au profit des zones périphériques.

Sur la période 1987-1990 correspondant à une phase de croissance économique, l'emploi salarié privé a fortement augmenté en petite et en grande couronnes (respectivement + 77 000 et + 79 000 emplois), tandis qu'il diminuait de - 43 000 à Paris²⁵.

Sur la phase de ralentissement économique 1990-1993, les effectifs salariés privés ont connu une forte contraction en petite couronne (- 64 000 emplois) et à Paris (- 43 000), mais leur bien meilleure résistance en grande couronne (- 4 000 emplois) témoigne du fait que si le desserrement de l'emploi en direction de la petite couronne a été inexistant entre 1990 et 1993, il s'est poursuivi en grande couronne.

Le desserrement de l'emploi vers la grande couronne s'est donc opéré sur l'ensemble du cycle 1987-1993.



Source : GARP / Unédic

²⁵ Cette évolution est essentiellement due à l'année 1990, qui voit Paris perdre plus de 71 000 emplois. Une analyse plus approfondie de cette année particulière mériterait d'être conduite pour faire la part entre les explications d'ordre économique (délocalisations importantes de grands établissements ?) et celles d'ordre statistique (rupture méthodologique ?).

2.2.2. Le cycle 1997-2003 est marqué par le dynamisme des communes directement limitrophes de Paris

NB : Dans les graphiques et analyses suivants, le périmètre « 1^{er} couronne périphérique » regroupe les communes de petite couronne directement limitrophes de Paris (Saint-Ouen, Saint-Denis, Aubervilliers, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Bagnolet, Montreuil, Vincennes, Saint-Mandé, Fontenay-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Joinville-le-Pont, Saint-Maurice, Maisons-Alfort, Charenton-le-Pont, Ivry-sur-Seine, Le Kremlin Bicêtre, Gentilly, Montrouge, Malakoff, Vanves, Issy-les-Moulineaux, Boulogne-Billancourt, Saint-Cloud, Suresnes, Neuilly-sur-Seine, Levallois-Perret, Clichy), ainsi que les communes du cœur du pôle de la Défense (Puteaux et Courbevoie),

En 2006, ces 31 communes regroupaient 50 % de l'emploi salarié privé localisé en petite couronne.

La cohérence des données communales du GARP antérieures à 1994 n'étant pas assurée, la première couronne périphérique n'a pas fait d'objet d'un traitement spécifique sur le cycle précédent.

Le cycle 1997-2003 a été plus créateur d'emplois que le précédent. Au niveau de la France métropolitaine, il s'est créé un peu moins de 1,8 million d'emplois salariés privés entre 1997-2003 soit une croissance des effectifs de 12,8 %, contre 4,8 % pour le cycle 1987-1993.

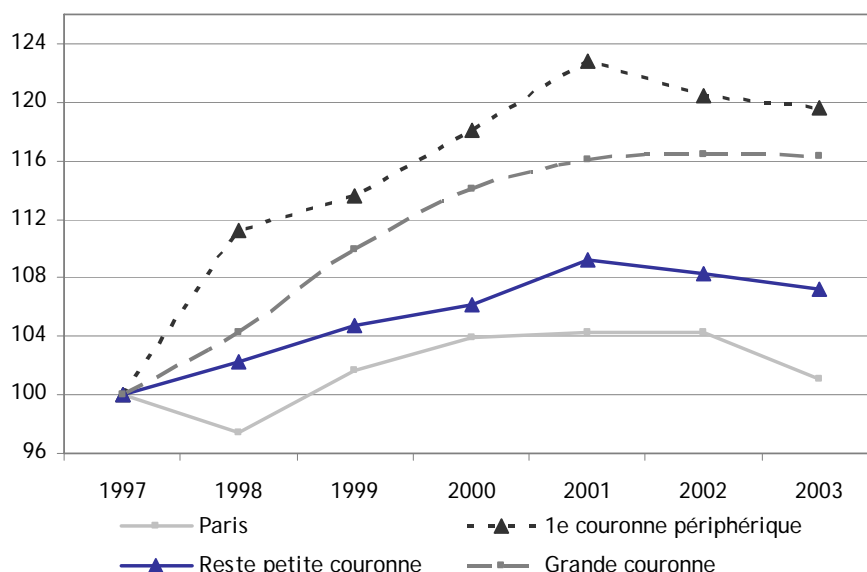
En Ile-de-France aussi ce cycle va engendrer d'importantes créations d'emplois salariés privés (+ 351 000), bien qu'à un rythme moins rapide qu'en France (9,9 % contre 12,8 %).

Après un cycle 1987-1993 très nettement à l'avantage de la grande couronne, pour la première fois, petite et grande couronnes se partagent équitablement les gains d'emplois comptabilisés sur la période (+ 165 000 pour la petite couronne et + 173 000 pour la grande couronne). Paris qui avait, pour sa part, perdu 87 000 emplois entre 1987 et 1993, voit le cycle suivant se solder par une légère création nette d'emplois salariés privés (+ 14 000, soit + 1 %). Sur le dernier cycle complet, l'économie de la capitale paraît donc avoir enrayé le déclin historique de son nombre d'emplois. Toutefois, à l'image du cycle précédent, la phase de reprise apparaît plus tardivement que pour les périphéries, se tasse plus précocement, et demeure d'une amplitude inférieure.

Néanmoins, le fait marquant de ce dernier cycle reste le fort dynamisme de la première couronne périphérique qui concentre 71 % des gains d'emplois réalisés en petite couronne entre 1997 et 2003, et a vu son nombre total d'emplois salariés privés croître de 20 % sur cette même période (contre 16 % en grande couronne, 7 % dans le reste de la petite couronne et 1 % à Paris).

Evolution des effectifs salariés privés (1997-2003)

Base 100 = 1997



Source : GARP / Unédic

Au sein de Paris-petite couronne, ce fort développement de l'emploi est relativement polarisé et bénéficie aux pôles d'emplois « traditionnels » :

Les dix communes qui ont connu les plus fortes augmentations d'emplois salariés privés entre 1997 et 2003 appartiennent aux pôles de la Défense (41 500 emplois gagnés à Courbevoie et Levallois-Perret), de Boulogne / Issy-les-Moulineaux (+ 32 000), et de Roissy (Tremblay-en-France et Villepinte : + 18 000).

Le pôle émergent de Saint-Denis fait également partie des sites ayant connu une forte croissance de l'emploi privé (+ 8 000 emplois).

Le quartier central des affaires parisien, en revanche, a globalement perdu des emplois sur la période, même si le IX^e arrondissement compense en partie la perte de 28 000 emplois dans les autres arrondissements du QCA²⁶.

Les 10 communes et arrondissements parisiens dont les effectifs salariés privés ont le plus augmenté entre 1997 et 2003

	Commune	Dép.	Var. effectifs	Taux croiss.
1	Courbevoie	92	27 119	+ 43%
2	Boulogne-Billancourt	92	18 970	+ 33%
3	Paris 9 ^{ème}	75	18 023	+ 16%
4	Levallois-Perret	92	14 462	+ 32%
5	Issy-les-Moulineaux	92	12 841	+ 61%
6	Tremblay-en-France	93	12 823	+ 126%
7	Paris 10 ^{ème}	75	9 470	+ 15%
8	Saint-Denis	93	8 258	+ 31%
9	Gennevilliers	92	7 401	+ 29%
10	Villepinte	93	5 082	+ 63%

Source : GARP / Unédic

²⁶ Le quartier central des affaires de Paris (QCA) regroupe les VIII^e et IX^e arrondissements et une partie des I^e, II^e, XVI^e et XVII^e.

2.2.3. Depuis 2003, l'émergence de « nouveaux » pôles au sein de la petite couronne et aux portes nord, est et sud de Paris se confirme

Dans les grandes lignes, l'évolution de l'emploi salarié privé en Ile-de-France entre 2003 et 2006 semble s'inscrire dans la continuité des cycles précédents. En effet, tandis que la petite et la grande couronne ont chacune gagné 84 000 emplois, Paris ne bénéficie pas de cette dynamique, perdant dans le même temps 30 000 emplois.

Pourtant, la petite couronne fait l'objet de recompositions internes : le dynamisme de l'emploi a été plus fort dans les espaces éloignés de Paris que dans les communes directement limitrophes de la capitale. Ainsi, sur les 84 000 emplois salariés privés gagnés en petite couronne sur ces 3 années, seulement 18 000 ont concerné les communes directement limitrophes à Paris (soit + 2 %), tandis que 64 000 emplois nouveaux se sont localisés dans le reste de la petite couronne (+ 9 %).

La bonne tenue de l'emploi dans ces espaces aux marges de la première couronne périphérique tient en partie au renouvellement et à la diversification d'anciennes zones industrielles les plus proches de la capitale²⁷. Ces espaces sont utilisés comme bases arrière par toute une gamme de PME rendant des services opérationnels dans le centre de l'agglomération (maintenance, services techniques aux entreprises, livraison express, imprimerie, travaux de finition du bâtiment...).

Parmi les communes ayant enregistré les plus importants gains d'emplois privés entre 2003 et 2006, Nanterre arrive désormais en tête du classement, grâce notamment au déménagement de l'assureur Axa anciennement implanté dans une tour du quartier d'affaires de la Défense (Puteaux) et qui explique à lui seul plus de la moitié des gains d'emplois de Nanterre sur la période. Par ailleurs, outre la poursuite du développement du pôle de Boulogne - Issy-les-Moulineaux, ces dernières années confirment la montée en puissance des pôles de Saint-Denis, Paris-rive-gauche (XIII^e arrondissement, Ivry-sur-Seine, Charenton-le-Pont), Roissy (Tremblay-en-France), et enfin, la partie parisienne du pôle en émergence Paris-nord-est (XIX^e arrondissement).

L'émergence de certaines villes des proches périphéries nord, est et sud comme pôles tertiaires, dédiés notamment à l'accueil des activités financières (déménagement des *back offices* de la BNP à Montreuil, implantation de Natixis à Charenton-le-Pont, de l'assureur Generali à Saint-Denis, etc.), tient au fait que ces nouvelles localisations séduisent les entreprises qui cherchent à rationaliser leurs coûts d'implantation et optent pour des locaux spacieux et fonctionnels, à proximité du Paris des affaires, à prix attractifs, et jouissant d'une excellente desserte en transports en commun.

Les 10 communes et arrondissements parisiens dont les effectifs salariés privés ont le plus augmenté entre 2003 et 2006

	Commune	Dép.	Var. effectifs	Taux croiss.
1	Nanterre	92	13 020	+ 23%
2	Saint-Denis	93	9 582	+ 27%
3	Tremblay-en-France	93	6 507	+ 28%
4	Neuilly-sur-Seine	92	5 338	+ 10%
5	Boulogne-Billancourt	92	5 170	+ 7%
6	Issy-les-Moulineaux	93	4 651	+ 12%
7	Ivry-sur-Seine	94	4 347	+ 22%
8	Paris 19 ^e me	75	4 253	+ 9%
9	Suresnes	92	4 010	+ 16%
10	Paris 13 ^e me	75	3 438	+ 6%

Source : GARP / Unédic

²⁷ Cf. R. Diziain, « Les activités économique en Ile-de-France : vers moins d'étalement ? », Cahiers de l'IAU Ile-de-France n°145, « Immobilier d'entreprise : nouvelle géographie, nouvelles stratégies », Octobre 2006.

2.2.4. Le desserrement semble s'expliquer davantage par un dynamisme intrinsèque des espaces périphériques que par des transferts d'établissements en leur faveur

Si les statistiques d'emploi disponibles permettent aisément de mettre en évidence le mouvement de desserrement de l'activité économique au sein de l'espace régional, il est plus complexe de déterminer les ressorts de ce phénomène.

Doit-on attribuer le desserrement à l'œuvre en Ile-de-France depuis plusieurs décennies à des délocalisations d'établissements vers les espaces périphériques, ou est-ce là plutôt le signe de dynamismes intrinsèques inégaux entre Paris et ses couronnes ?

L'analyse des données de transferts d'établissements permet d'apporter des premiers éléments de réponse.

Selon l'Insee, hors activités financières, entre 1997 et 2006, les transferts d'établissements entre Paris et les petite et grande couronnes se sont soldés par le déménagement d'environ 2 000 établissements de Paris vers les espaces périphériques.

S'il est très difficile d'estimer avec précision l'impact en emplois de ces transferts, on peut tout de même supposer qu'il a significativement pesé sur la dynamique de l'emploi à Paris. Une étude de l'Insee portant sur les transferts d'établissements en Ile-de-France entre 1994 et 2001²⁸ chiffrait le nombre d'emplois parisiens perdus du fait de transferts d'établissements à 27 190. Mis en relation avec les 19 000 emplois salariés privés gagnés par la capitale sur la même période, ce chiffre qui, rappelons-le, ne tient pas compte des transferts d'établissements financiers, apparaît très significatif.

En outre, il convient de souligner que depuis 2004, le rythme des transferts d'établissements de Paris vers la petite couronne semble s'être accéléré : tandis qu'entre 1997 et 2003, les échanges entre Paris et la petite couronne (hors activités financières) se sont soldés par une perte moyenne annuelle d'environ 130 établissements (et probablement de l'ordre de 1 500 emplois), ce chiffre s'établissait à un peu plus de 300 établissements entre 2004 et 2006 (soit probablement de l'ordre de 2 500 emplois annuels). En l'absence de statistiques consolidées pour 2007-2008, on peut toutefois supposer que cette dynamique tend à se maintenir. Ainsi, si on peut relever l'implantation à Paris des sièges de quelques grands groupes anciennement implantés en petite couronne (NOKIA, ICADE, SANOFI-AVENTIS...), le solde des transferts de grands établissements entre Paris et la petite couronne semble rester nettement déficitaire aussi bien en nombre d'établissements qu'en emplois. A titre d'exemple, le déménagement du groupe BAYARD PRESSE à Montrouge à l'été 2008 a conduit à une perte de 1 000 emplois pour Paris, de même le départ d'IPSEN à Boulogne-Billancourt a concerné environ 450 salariés.

S'il semble que les transferts d'établissements ont eu un impact significatif sur l'emploi à Paris, peut-on pour autant dire qu'ils sont responsables de la dynamique de l'emploi en petite et grande couronnes ?

L'analyse des destinations des établissements parisiens transférés au sein des espaces périphériques montre que c'est la petite couronne, et en son sein la première couronne périphérique, qui ont capté l'essentiel de ces mouvements. Ces transferts ont donc privilégié les territoires directement voisins de l'hypercentre et doivent, à ce titre, être interprétés davantage comme un élargissement du cœur économique de l'agglomération parisienne que comme un éparpillement géographique de l'activité.

En termes de nombre d'établissements, la petite couronne semble affectée par un solde négatif. Cependant, les établissements de tailles moyenne et grande qui proviennent de Paris compensent probablement, en termes d'emploi, les départs d'un grand nombre de petits établissements vers la grande couronne. Hors activités financières, il est permis d'estimer qu'au total les délocalisations d'activité ont eu un impact marginal sur l'évolution de l'emploi de la petite couronne.

²⁸ « Les transferts d'établissements en Ile-de-France », Insee Ile-de-France, janv. 2006

Enfin, si la grande couronne a sans doute gagné entre 10 000 et 15 000 emplois du fait de ses transferts d'établissements avec la petite couronne, cela ne représente qu'une part minime des 173 000 emplois salariés privés qu'elle a gagnés au total entre 1997 et 2003.

Par conséquent, si les transferts d'établissements ont pu jouer un rôle certain sur le faible dynamisme de l'emploi à Paris, ils ne peuvent suffire à expliquer le dynamisme des espaces périphériques.

Il est donc tout à fait légitime de penser que les fortes créations d'emplois qui sont recensées en petite et grande couronnes sur les cycles économiques étudiés s'expliquent bien plus par un différentiel de dynamisme (lui-même lié à des différentiels en termes de démographie, de prix du foncier, etc.) que par la délocalisation, vers les espaces périphériques, d'activités anciennement implantées à Paris.

Soldes croisés des transferts d'établissements en Ile-de-France entre 1997 et 2003

Etab. par tranche d'effectifs salariés	Lieu de départ > Lieu d'arrivée				
	Paris > petite couronne	dont Paris > 1e couronne periph.	dont Paris > reste petite couronne	Paris > grande couronne	petite cour. > grande cour.
0 sal.	951	564	387	354	1 213
1 à 9 sal.	-28	149	-177	-277	632
10 à 99 sal.	-43	10	-53	-46	263
100 à 499 sal.	24	12	12	-2	12
500 sal. et plus	6	6	0	2	-1
Total	910	741	169	31	2 119

Source : à partir de données Insee, champ ICS (hors activités financières)

Guide de lecture : Entre 1997 et 2003, le solde des transferts d'établissements entre Paris et la petite couronne représente un départ de 910 établissements parisiens venus s'implanter en petite couronne.

Soldes croisés des transferts d'établissements en Ile-de-France entre 2004 et 2006

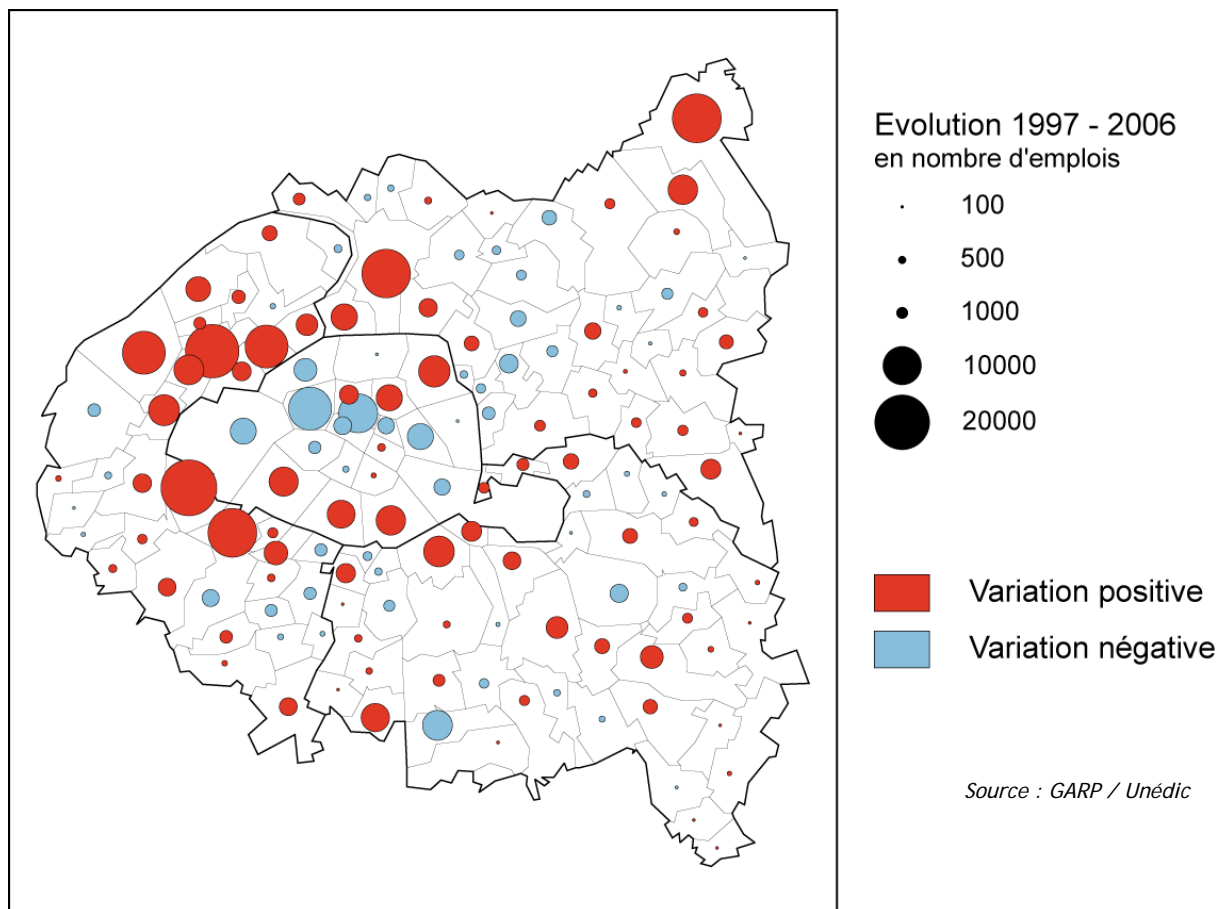
Etab. par tranche d'effectifs salariés	Lieu de départ > Lieu d'arrivée				
	Paris > petite couronne	dont Paris > 1e couronne periph.	dont Paris > reste petite couronne	Paris > grande couronne	petite cour. > grande cour.
0 sal.	609	747	-138	173	483
1 à 9 sal.	218	266	-48	-36	471
10 à 99 sal.	46	91	-45	-46	79
100 à 499 sal.	15	15	0	-3	5
500 sal. et plus	2	3	-1	0	0
Total	922	1 159	-237	155	1 150

Source : à partir de données Insee, champ ICS (hors activités financières)

Guide de lecture : Entre 2003 et 2006, le solde des transferts d'établissements entre Paris et la petite couronne représente un départ de 922 établissements parisiens venus s'implanter en petite couronne.

* * *

La carte ci-dessous propose une synthèse des évolutions de l'emploi salarié sur le territoire de Paris-petite couronne entre 1997 et 2006, et permet d'en affiner l'analyse spatiale.



Ce document met en lumière la polarisation relativement prononcée du dynamisme de l'emploi salarié privé en petite couronne entre 1997 et 2006. Quatre pôles apparaissent très nettement dont trois sont situés à la périphérie immédiate de Paris :

- à l'ouest, le pôle de la Défense, et en son sein, essentiellement les communes de Courbevoie, Nanterre et Levallois-Perret qui totalisent à elles seules un gain de 60 000 emplois privés sur la période ;
- au sud-ouest, le pôle Boulogne-Billancourt - Issy-les-Moulineaux : + 42 000 emplois privés ;
- au nord, le pôle Saint-Denis - Saint -Ouen : + 21 000 emplois ;
- enfin, au nord-est de la petite couronne, la partie séquano-dyonisienne du pôle de Roissy, composée de Tremblay-en-France et Villepinte : + 26 000 emplois.

En dehors de ces quatre pôles qui concentrent 60 % des gains d'emplois privés réalisés à Paris-petite couronne entre 1997 et 2006, l'emploi a également connu une dynamique très positive dans les arrondissements du sud de Paris (XIIIe, XIVe et XVe).

Il faut enfin souligner le dynamisme soutenu de quelques communes des portes sud de Paris (Malakoff, Charenton-le-Pont et Ivry-sur-Seine notamment) ainsi que dans une moindre mesure, de quelques communes de la plaine centrale du Val-de-Marne (Créteil, Sucy-en-Brie, Boissy-Saint-Léger).

* * *

L'analyse du phénomène de desserrement de l'emploi en Ile-de-France croisée avec une approche par cycles économiques nous a permis de mettre en évidence certains faits majeurs :

1. Si les transferts d'établissements ont eu un impact significatif sur les pertes d'emploi à Paris, ils ne suffisent pas pour autant à expliquer le dynamisme de l'emploi en petite et grande couronnes.
 - Sur l'ensemble de la période 1997-2006, hors activités financières, Paris a perdu de nombreux établissements qui sont allés s'implanter en petite et grande couronnes. En plus de ceux recensés par l'Insee, c'est probablement dans le domaine des activités financières que les pertes parisiennes liées aux transferts de grands établissements vers la première couronne périphérique ont été les plus élevées. Même s'il n'est pas possible d'évaluer statistiquement ce phénomène autrement que grossièrement, il y a donc fort à parier que l'impact des transferts sur les pertes d'emplois à Paris a été significatif.
 - En revanche, les transferts d'établissements représentent un volume d'emplois en toutes hypothèses trop faible pour expliquer une part importante des gains d'emploi des première et seconde couronnes.
 - L'explication du phénomène de desserrement de l'emploi en région capitale correspond donc moins à une « délocalisation » d'activités préexistantes, qu'à des différentiels de potentiels de croissance entre Paris et les couronnes périphériques, ces derniers espaces tirant bien davantage bénéfice des périodes de croissance que la capitale, et connaissant une contraction généralement moins forte de leurs effectifs salariés en période de ralentissement.
2. A travers le desserrement de l'emploi, il convient de distinguer deux mouvements distincts : l'éloignement croissant de certaines activités productives au sein de l'espace régional et l'élargissement du cœur économique de l'agglomération parisienne au-delà du boulevard périphérique.
 - Sur le cycle 1997-2003, le développement extrêmement rapide du périmètre intitulé « première couronne périphérique » (probablement en grande partie lié à des délocalisations de grands établissements parisiens) traduit cet élargissement du cœur économique parisien qui prend la forme d'une intensification des polarités économiques de l'ouest (la Défense, Boulogne) et, depuis le début des années 2000, de l'émergence de nouveaux pôles tertiaires aux portes nord, est et sud de Paris.
 - Cet effet de centralité élargie ne suffit cependant pas à épuiser la réalité du desserrement, en témoigne la croissance toujours relativement forte de l'emploi en grande couronne sur le cycle 1997-2003, et de manière plus modérée depuis 2003.

Taux de croissance moyens annuels de l'emploi salarié privé

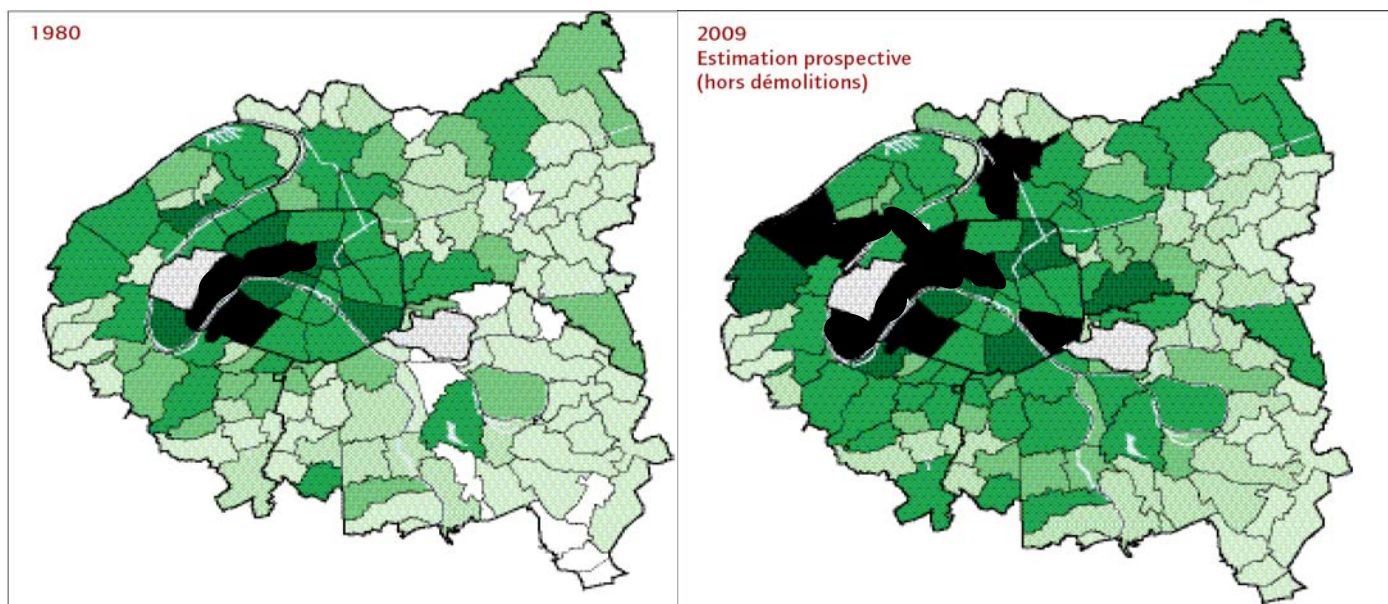
	1987-1993	1997-2003	2003-2006
Paris	- 0,9%	+ 0,2%	- 0,6%
1e couronne périphérique	nd	+ 3%	+ 0,6%
Reste petite couronne	nd	+ 1,2%	+ 2,3%
Total petite couronne	+ 0,7%	+ 2,1%	+ 1,4%
Total Paris-petite couronne	- 0,2%	+ 1,2%	+ 0,5%
Grande couronne	+ 2,1%	+ 2,6%	+ 1,7%
Ile-de-France	+ 0,4%	+ 1,6%	+ 0,9%
Province	+ 0,7%	+ 2,2%	+ 0,7%
France	+ 0,6%	+ 2%	+ 0,7%

Source : GARP / Unédic

2.3. Les évolutions du parc de bureaux francilien depuis les années 1980 illustrent un effet d'élargissement du cœur économique parisien

L'évolution du parc de bureaux francilien offre un éclairage complémentaire sur le phénomène de desserrement des activités productives et l'élargissement du cœur économique parisien. Alors que dans les années 1980, le parc de bureaux était presque exclusivement localisé sur Paris et les communes de l'ouest, il s'est depuis, considérablement renforcé à l'est sans pour autant s'appauvrir dans les quartiers d'affaires historiques. La place de Paris s'est donc étoffée en multipliant les possibilités d'implantation offertes aux entreprises.

Evolution du parc de bureaux entre 1980 et 2009 (prévisions)



Surfaces utiles



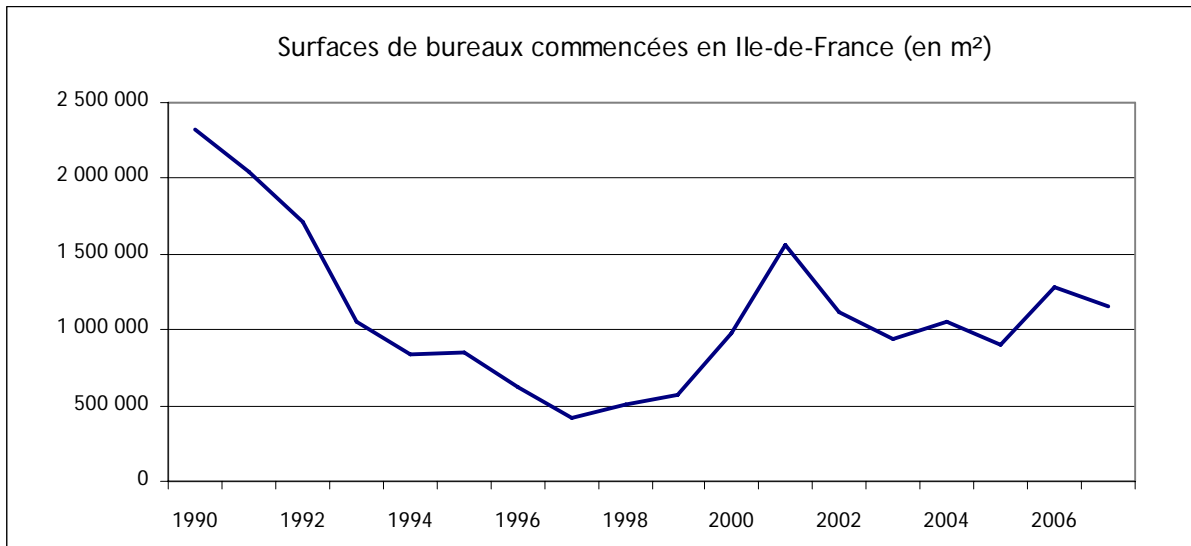
Source : ORIE, 01/01/2004

Les données SITADEL - qui regroupent l'ensemble des opérations immobilières faisant l'objet d'un permis de construire - permettent d'observer l'évolution des mises en chantier de bureaux en Ile-de-France et dans ses différentes composantes territoriales entre 1990 et 2007.

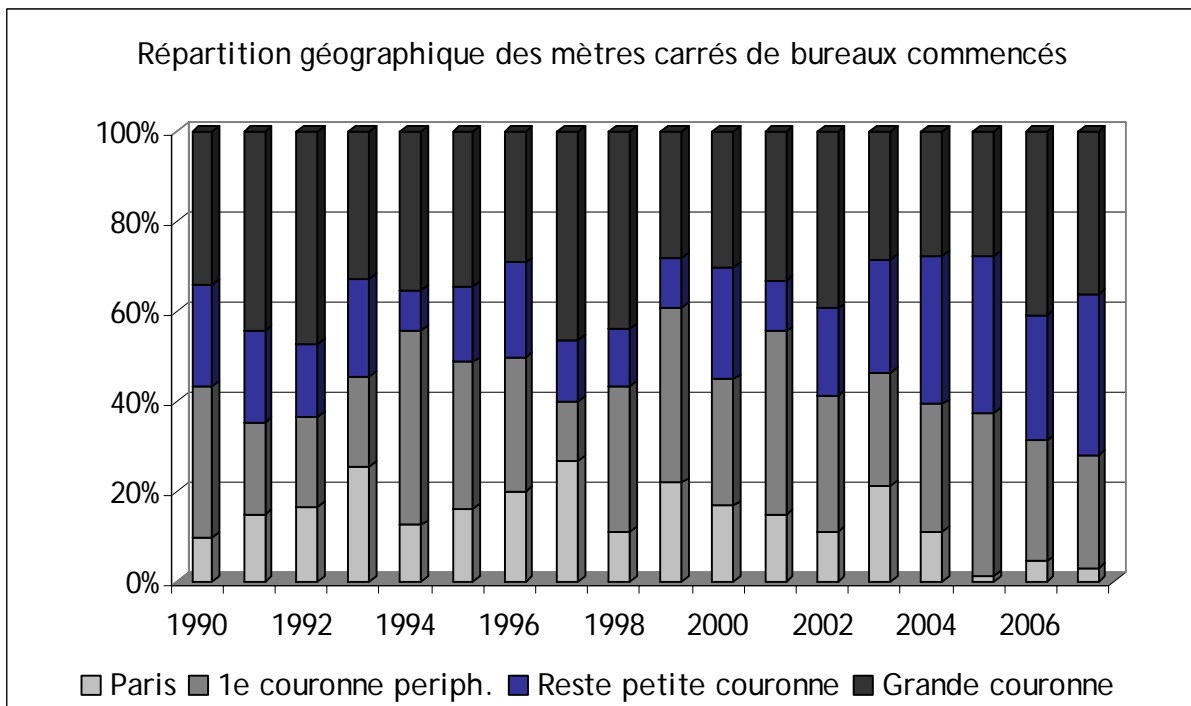
Sur l'ensemble de la période considérée, 20 millions de mètres carrés de bureaux ont été mis en chantier en Ile-de-France, dont 64 % à Paris-petite couronne.

Si au sein du centre de l'agglomération, la part relative de Paris dans les mises en chantier de bureaux a pu connaître une forte variation selon les années, en moyenne, entre 1990 et 2007, le niveau annuel des surfaces de bureaux commencées dans la capitale (150 000 m²) a été très inférieur à celui enregistré en première couronne périphérique (320 000 m²) et dans le reste de la petite couronne (238 000 m²).

Surtout, depuis 2005, les mises en chantier de bureaux ont connu un niveau historiquement bas à Paris, regroupant seulement 3 % du total régional sur la période 2005-2007.



Source : Données Sitadel, MEEDDAT



Source : Données Sitadel, MEEDDAT

2.4. Un desserrement plus ou moins lointain selon le type d'activités ou de fonctions économiques concernées

Si le desserrement des activités productives semble constituer une tendance structurelle de l'économie francilienne depuis les années 1970-1980, celui-ci est polymorphe : selon le secteur d'activité concerné ou le type de fonction au sein du processus de production, les stratégies de localisation des entreprises diffèrent fortement.

Ainsi, tandis que certains secteurs d'activités ou certaines fonctions support tendent à désertir progressivement Paris et la première couronne périphérique en quête d'implantations périphériques répondant mieux à leurs attentes et besoins immobiliers, d'autres activités et fonctions centrales réinvestissent à l'inverse la zone centrale de l'agglomération.

L'extension progressive des quartiers d'affaires de l'ouest (notamment à Nanterre, Suresnes, Meudon) et les récents développements tertiaires aux portes nord, est et sud de Paris destinés à accueillir les fonctions centrales des entreprises témoignent d'un effet d'élargissement du cœur de l'agglomération, complémentaire d'un desserrement de l'activité qui ne profiterait qu'exclusivement aux espaces plus périphériques²⁹.

Au niveau des grands secteurs d'activités (services, commerce, construction et industrie), la localisation du tissu productif revêt certaines particularités géographiques. On peut ainsi distinguer schématiquement :

- Une surreprésentation des **entreprises de services** au sein des territoires résidentiels : arrondissements du centre-ouest de Paris, centre des Hauts-de-Seine, abords du bois de Vincennes, portes sud de Paris et sud des Hauts-de-Seine.
- Une solide implantation des activités de **commerce de gros** aux abords des grands équipements structurants en Seine-Saint-Denis (plate-forme aéroportuaire de Roissy), ou dans le Val-de-Marne (MIN de Rungis à proximité immédiate de la plate-forme d'Orly). Le **commerce de détail**, très lié à la densité urbaine, est quant à lui, fortement présent à Paris et dans les territoires les plus denses (notamment en Seine-Saint-Denis).
- Une faible présence des **entreprises du secteur de la construction** à Paris et dans l'ouest de la zone agglomérée et, inversement, une localisation des entreprises de ce secteur au sein des territoires en mutation (centre-est de la Seine-Saint-Denis, Seine-Amont) ainsi que dans les territoires les moins denses de l'agglomération (espaces périurbains du Val-de-Marne).
- Une localisation des **établissements industriels** qui tend à délaisser progressivement le centre de l'agglomération parisienne pour investir de nouveaux territoires en grande couronne. Néanmoins, une grande part des centres de décisions de grands groupes industriels se maintient à Paris ou dans les quartiers d'affaires de l'ouest (pôle de la Défense et ses prolongements sur Rueil-Malmaison et Nanterre notamment), et à proximité de ces grands établissements, un tissu de PMI traditionnelles (habillement, imprimerie, édition) subsiste dans les arrondissements du centre-est (X^e et XI^e), ainsi qu'aux portes nord-est de la capitale (Pantin, Aubervilliers, La Courneuve etc.) et dans la boucle nord des Hauts-de-Seine. L'industrie reste également assez bien représentée aux portes sud de Paris (Vanves, Clamart, Montrouge, Bagneux et sur le territoire de la Seine-Amont).

Au-delà de cette première approche concernant la localisation du tissu productif des grands secteurs d'activité, les graphiques et analyses suivants s'intéresseront plus particulièrement à la

²⁹ Cette situation n'est pas spécifique à la métropole parisienne. On pourra à ce sujet consulter l'étude de Terral L. et Shearmur R. [2008], « Vers une nouvelle forme urbaine ? Desserrement et diffusion de l'emploi dans la région métropolitaine de Montréal », au terme de laquelle les deux chercheurs arrivent à la conclusion que le desserrement de l'emploi du centre vers les banlieues de Montréal n'affecte en rien la fonction du centre-ville dans l'accueil des fonctions de commandement.

localisation de l'emploi salarié privé entre 1994 et 2006 dans 4 secteurs d'activités particulièrement stratégiques pour l'économie de Paris-petite couronne.

2 secteurs qui voient leur localisation au sein de l'espace régional très fortement conditionnée par la notion de centralité :

- les services de haute technologie aux entreprises regroupant notamment les conseils et assistance et services informatiques, qui ont porté la croissance de l'économie métropolitaine depuis l'essor des TIC,
- les activités financières, en léger retrait sur la période récente, mais qui sont toujours emblématiques de l'économie métropolitaine et ont fait l'objet des plus importantes recompositions territoriales depuis 10 ans³⁰.

2 secteurs d'activités s'accommodent mieux du desserrement à en juger par la localisation plus périphérique des emplois et établissements qui leur sont attachés :

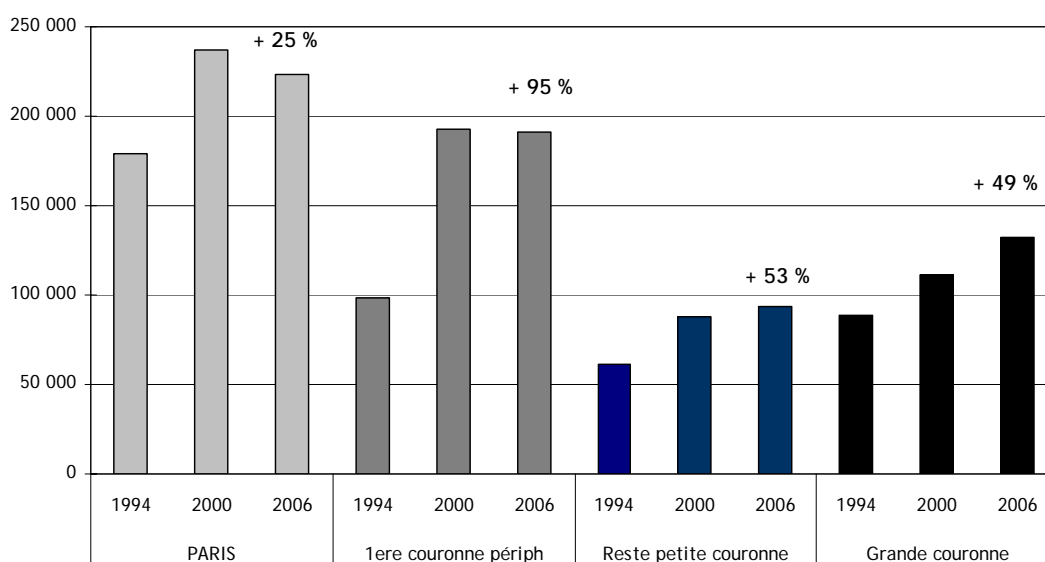
- les services opérationnels également à destination des entreprises, qui, bien que de moindre valeur ajoutée pèsent très fortement dans les créations d'emploi enregistrées à Paris-petite couronne, en Ile-de-France et en France,
- l'emploi dans l'industrie.

2.4.1. Les services de haute-technologie

Parmi les services de haute-technologie, le conseil assistance reste particulièrement central : la Défense, Paris et Boulogne représentaient en 2004 à eux seuls 62 % de l'emploi régional du secteur.

Si les territoires situés à la périphérie de la petite couronne et en grande couronne se sont ouverts progressivement à ce secteur d'activité, c'est au sein de la première couronne périphérique que les gains d'effectifs salariés les plus importants y ont été recensés entre 1994 et 2000.

Evolution de l'emploi salarié privé dans les services de haute technologie aux entreprises de 1994 à 2006



Source : GARP / Unédic

³⁰ Pour l'ensemble des secteurs d'activités des données complémentaires sont disponibles en annexe 3.

2.4.2. Les activités financières

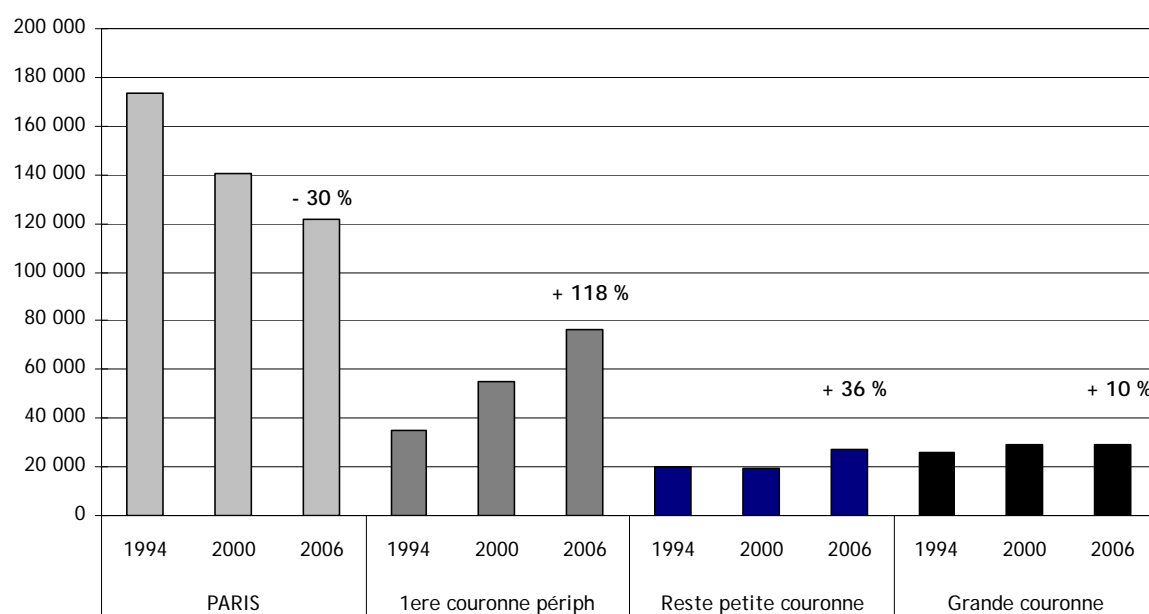
Entre 1994 et 2006, l'Ile-de-France a enregistré un très léger affaissement de ses effectifs salariés privés employés dans les activités financières (- 0,3 %) contre une progression de 6 % au niveau national.

Cela étant, ces très faibles évolutions de l'emploi financier au niveau de la région dans son ensemble ne doivent pas occulter la **profonde recomposition géographique des activités financières** dans l'espace régional : tandis que Paris a perdu 51 000 emplois salariés privés dans les activités financières entre 1994 et 2006, la petite couronne en a gagné 48 500 (dont 85 % au sein de la première couronne périphérique).

Un vaste mouvement de déversement de l'emploi financier parisien en proche couronne semble donc à l'œuvre. Ce desserrement « de proximité », qui s'apparente à un véritable élargissement de la centralité économique parisienne, s'est, dans un premier temps traduit par l'affirmation du quartier d'affaires de la Défense, puis par son extension aux territoires connexes (Nanterre, notamment) et surtout, par l'émergence de nouveaux sites tertiaires aux portes nord (Saint-Denis, Saint-Ouen), est (Montreuil, Charenton-le-Pont) et sud (Ivry, Arcueil, Villejuif) de Paris. Ces nouveaux pôles accueillent désormais de grands groupes financiers à la recherche d'une implantation qui combine centralité géographique, bonne desserte en transports, importantes disponibilités foncières et prix compétitifs.

Néanmoins, toutes les fonctions des groupes financiers n'ont pas toujours été affectées de la même manière par ce desserrement de proximité : les sièges des grands groupes bancaires ou assuranciers et les fonctions centrales en lien direct avec la présidence et la direction générale (communication, ressources humaines...), restent encore souvent implantés au sein des quartiers d'affaires traditionnels, Paris QCA ou la Défense. En revanche, en dehors de quelques activités de siège, ce sont surtout les fonctions support (*back-office*) et informatique qui constituent encore aujourd'hui la majorité de ces déménagements aux portes nord ou est de la capitale³¹.

Evolution de l'emploi salarié privé dans les activités financières
de 1994 à 2006



Source : GARP / Unédic

³¹ Cf. cartes de l'IAU Ile-de-France en annexe 4.

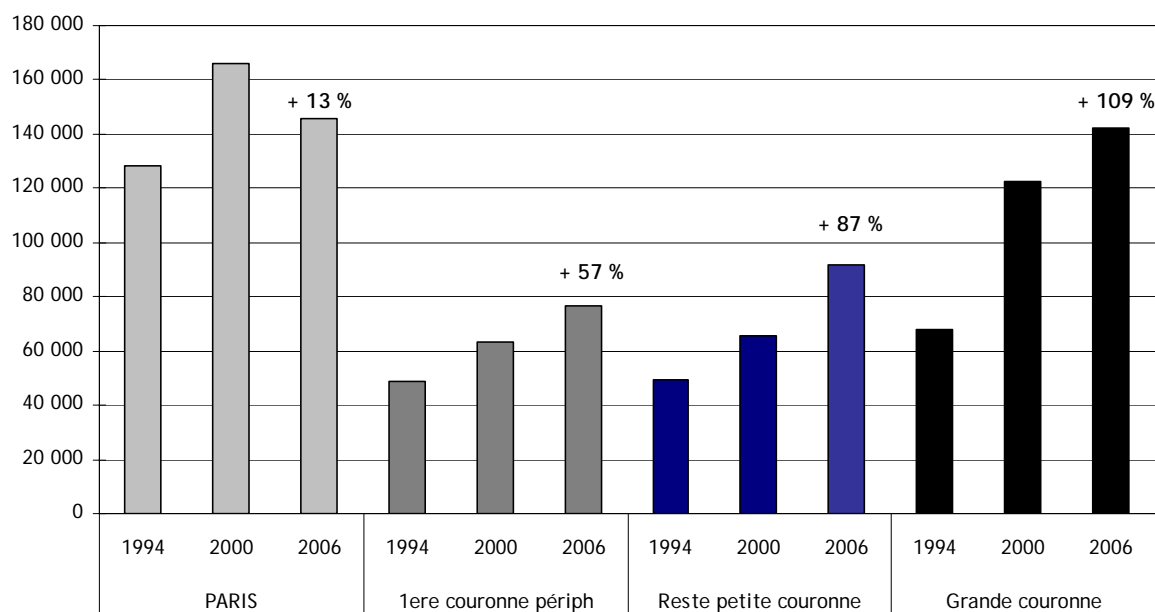
2.4.3. Les services opérationnels aux entreprises

Comme ce fut le cas au niveau national, à la faveur du mouvement d'externalisation des fonctions tertiaires, le secteur des services opérationnels (notamment les secteurs nettoyage, location, enquêtes et sécurité) a connu une forte expansion en Ile-de-France, entre 1994 et 2006 (+ 162 000 emplois salariés privés).

Cependant, à la différence des services de haute technologie, au sein du territoire régional, c'est cette fois-ci clairement les espaces périphériques qui ont connu le plus fort dynamisme de l'emploi entre 1994 et 2006. Ainsi, les activités de services opérationnels localisées en grande couronne ont vu leurs effectifs salariés privés doublé sur cette même période. La croissance de ce secteur est également très soutenue en périphérie de la petite couronne, et dans une moindre mesure encore, en première couronne périphérique (+ 60 %).

Plus on s'éloigne de la capitale et plus ces activités à faible valeur ajoutée trouvent un terrain d'implantation à prix convenable, ce qui explique leur localisation plus périphérique que d'autres secteurs. Il convient toutefois de noter que certaines de ces activités sont en réalité exercées sur des sites différents de ceux où sont statistiquement recensés les emplois (nettoyage, sécurité).

Evolution de l'emploi salarié privé dans les services opérationnels aux entreprises de 1994 à 2006



Source : GARP / Unédic

2.4.4. Les activités industrielles

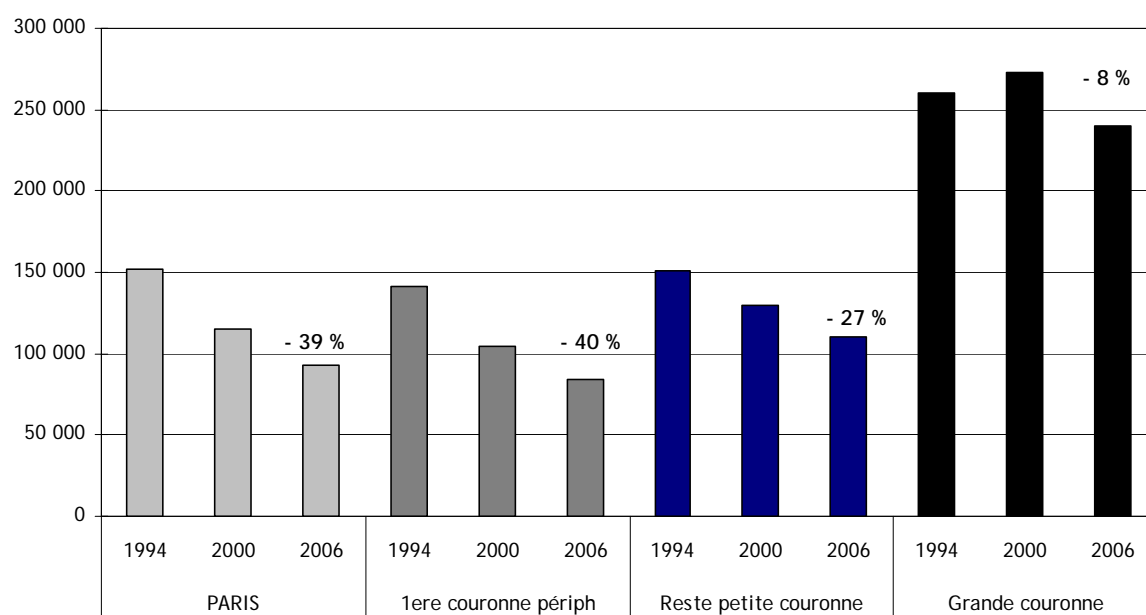
Hormis l'industrie des composants électriques et électroniques l'emploi industriel francilien a été affecté dans toutes ses composantes par la poursuite de la désindustrialisation sur la période 1994-2006. Sur cette période, l'Ile-de-France dans son ensemble a perdu 177 000 emplois salariés privés dans l'industrie.

Néanmoins, tous les territoires franciliens ont été diversement touchés par ce déclin de l'emploi industriel. En effet, si Paris et sa première couronne regroupent à eux seuls 90 % de ces pertes d'emplois industriels, la grande couronne a fait preuve d'une bien meilleure résistance (- 20 000 emplois seulement, soit - 8 %). On assiste donc à une forte recomposition géographique des activités industrielles en Ile-de-France, profitant à certains territoires périphériques au détriment des espaces centraux. Seule l'industrie des biens de consommation reste particulièrement implantée à Paris (habillement, cuir, édition, imprimerie).

En outre, tous les types d'établissements industriels n'ont pas été également affectés par cette dynamique. Ainsi, si les fonctions de siège restent majoritairement localisées sur « la banane » Boulogne - la Défense - Paris QCA - Saint-Denis³², les sièges de leurs filiales ou d'unités opérationnelles industrielles poursuivent leur extension aux abords de la Défense (Bois-Colombes, Nanterre, Rueil-Malmaison, etc.) vers la vallée de la Bièvre, le plateau de Saclay ou encore Saint-Quentin-en-Yvelines, accompagnant le desserrement des activités de R&D à l'ouest et au sud-ouest de l'Ile-de-France³³.

A titre d'exemple, dans le secteur de l'industrie automobile, depuis 1994, les réorganisations spatiales se sont traduites par un fort desserrement et une polarisation importante autour des centres de haute technologie tels que le Technocentre de Renault à Guyancourt (ouvert en 1998), le centre technique PSA-Peugeot-Citroën à Vélizy-Villacoublay et à La Garenne-Colombes (1999).

Evolution de l'emploi salarié privé dans l'industrie de 1994 à 2006



Source : GARP / Unédic

³² Le déménagement très médiatisé du géant de la sidérurgie Arcelor-Mittal de la Défense à Saint-Denis est à cet égard symptomatique de l'attractivité que conserve la première couronne périphérique pour la localisation des sièges de grands groupes industriels.

³³ Cf. annexe 4.



ANNEXES



Annexe 1.

Poids économique de Paris-petite couronne en termes d'emplois

	Part des emplois français	Part des emplois en Ile-de-France
Industrie	8%	53%
Construction	9%	54%
Commerce	13%	61%
Services	18%	70%
Total	14%	66%

Source : Insee, estimations d'emploi total, 2005 (données provisoires)

Annexe 2.

Evolution démographique (tableaux complémentaires)

	Taux annuel de la variation due au solde naturel			
	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2005
Paris	0,3%	0,5%	0,6%	0,8%
Petite couronne	0,7%	0,8%	0,9%	0,9%
Hauts-de-Seine	0,6%	0,7%	0,8%	1,0%
Seine-Saint-Denis	0,9%	1,0%	1,0%	0,9%
Val-de-Marne	0,7%	0,7%	0,8%	0,9%
Grande couronne	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
Ile-de-France*	0,7%	0,8%	0,8%	0,9%

Source : Insee, RGP, estimations au quart pour 2005

*données Insee, estimations au 1er janvier 2007

	Taux annuel de la variation due au solde migratoire			
	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2005
Paris	-1,1%	-0,6%	-0,7%	-0,6%
Petite couronne	-1,0%	-0,6%	-0,7%	-0,1%
Hauts-de-Seine	-1,1%	-0,7%	-0,5%	0,0%
Seine-Saint-Denis	-0,9%	-0,5%	-1,0%	-0,3%
Val-de-Marne	-0,9%	-0,5%	-0,7%	-0,2%
Grande couronne	0,5%	0,7%	-0,2%	-0,2%
Ile-de-France*	-0,4%	-0,1%	-0,5%	-0,2%

Source : Insee, RGP, estimations au quart pour 2005

*données Insee, estimations au 1er janvier 2007

Annexe 3.

Effectifs salariés privés en 2006

Secteur d'activité	Ile-de-France	Grande couronne		Paris-petite couronne		Paris		1ere couronne périphérique		Reste petite couronne	
	Nombre	Nombre	Part régionale	Nombre	Part régionale	Nombre	Part régionale	Nombre	Part régionale	Nombre	Part régionale
Industries agricoles et alimentaires	49 333	20 205	41%	29 128	59%	12 020	24%	5 665	11%	11 443	23%
Industrie des biens de consommation	162 503	33 995	21%	128 508	79%	63 611	39%	40 902	25%	23 995	15%
Industrie automobile	56 073	36 965	66%	19 108	34%	103	0%	5 856	10%	13 149	23%
Industries des biens d'équipement	134 592	78 497	58%	56 095	42%	6 044	4%	16 660	12%	33 391	25%
Industries des biens intermédiaires	107 095	64 954	61%	42 141	39%	6 940	6%	11 019	10%	24 182	23%
Energie	17 741	5 670	32%	12 071	68%	4 250	24%	3 872	22%	3 949	22%
Industrie	527 337	240 286	46%	287 051	54%	92 968	18%	83 974	16%	110 109	21%
Construction	245 165	114 207	47%	130 958	53%	26 923	11%	37 476	15%	66 559	27%
Commerce	705 182	278 490	39%	426 692	61%	169 526	24%	107 907	15%	149 259	21%
_dont commerce de détail	396 364	163 208	41%	233 156	59%	112 942	28%	46 008	12%	74 206	19%
_dont commerce de gros	308 818	115 282	37%	193 536	63%	56 584	18%	61 899	20%	75 053	24%
Transports-logistique	163 533	67 940	42%	95 593	58%	30 532	19%	17 333	11%	47 728	29%
Activités financières	254 055	28 812	11%	225 243	89%	121 475	48%	76 482	30%	27 286	11%
Activités immobilières	139 700	25 112	18%	114 588	82%	70 880	51%	24 022	17%	19 686	14%
Services de haute tech. aux entreprises	640 899	132 329	21%	508 570	79%	223 711	35%	190 966	30%	93 893	15%
Services opérationnels aux entreprises	456 365	142 259	31%	314 106	69%	145 462	32%	76 622	17%	92 022	20%
Services aux particuliers	411 892	111 228	27%	300 664	73%	192 560	47%	57 641	14%	50 463	12%
Total services marchands	2 771 626	786 170	28%	1 985 456	72%	954 146	34%	550 973	20%	480 337	17%
Éducation, santé, action sociale	284 266	104 733	37%	179 533	63%	89 242	31%	36 685	13%	53 606	19%
Administration	48 102	12 816	27%	35 286	73%	20 120	42%	6 570	14%	8 596	18%
Total services	3 103 994	903 719	29%	2 200 275	71%	1 063 508	34%	594 228	19%	542 539	17%
Activités associatives et extraterrit.	75 152	15 696	21%	59 456	79%	41 682	55%	9 075	12%	8 699	12%
Activité inconnue	327	74	23%	253	77%	232	71%	11	3%	10	3%
TOTAL	3 952 710	1 274 282	32%	2 678 428	68%	1 225 656	31%	724 774	18%	727 998	18%

Source : GARP / Unédic

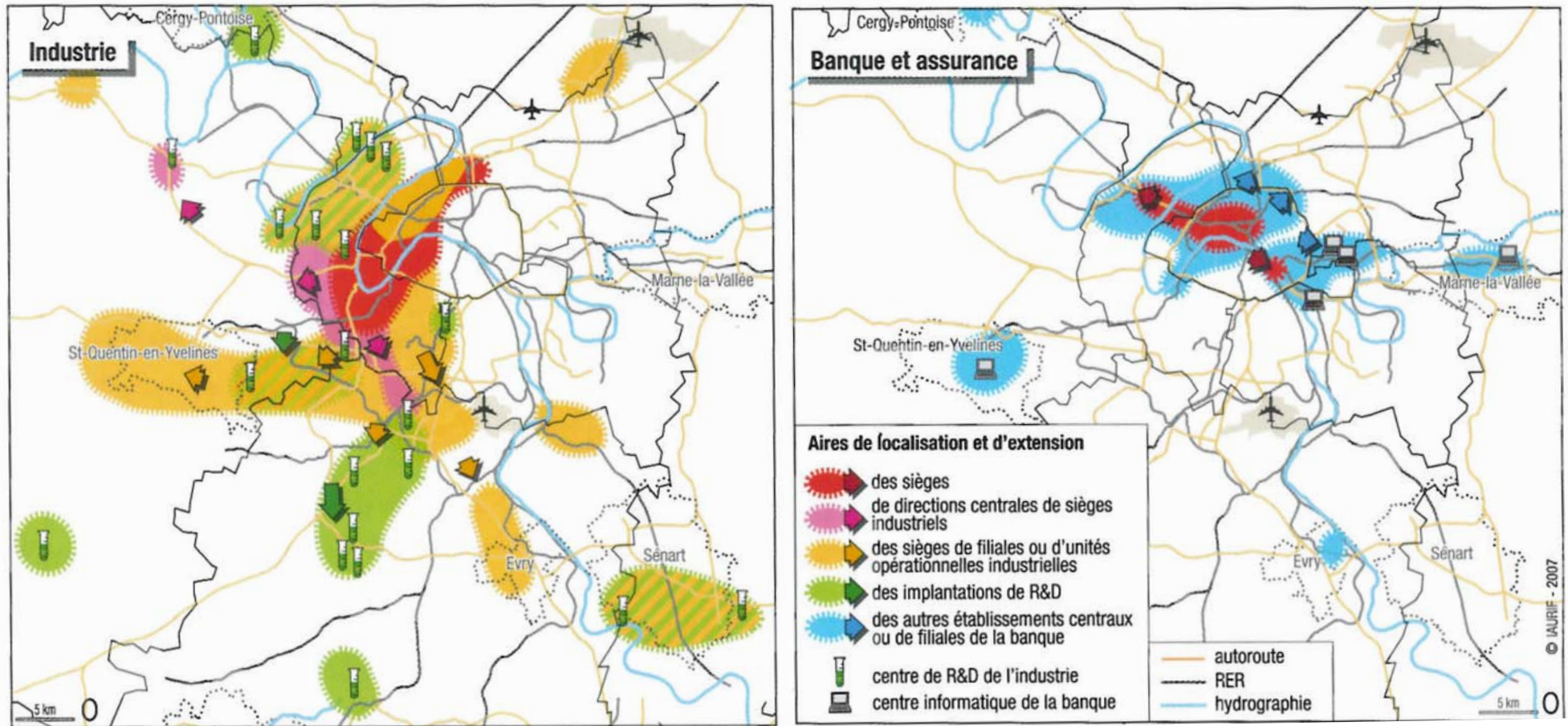
Evolution des effectifs salariés privés entre 1994 et 2006 par couronnes

Secteur d'activité	Ile-de-France	Grande couronne	Paris-petite couronne	Paris	1ere couronne périphérique	Reste petite couronne
Industries agricoles et alimentaires	- 18%	- 15%	- 20%	- 10%	- 39%	- 18%
Industrie des biens de consommation	- 24%	- 12%	- 27%	- 33%	- 15%	- 29%
Industrie automobile	- 8%	+ 32%	- 42%	- 94%	- 67%	+ 0%
Industries des biens d'équipement	- 27%	- 12%	- 41%	- 63%	- 42%	- 33%
Industries des biens intermédiaires	- 37%	- 17%	- 54%	- 67%	- 68%	- 34%
Energie	+ 22%	+ 83%	+ 6%	- 13%	+ 26%	+ 14%
Industrie	- 25%	- 8%	- 35%	- 39%	- 40%	- 27%
Construction	- 8%	+ 11%	- 21%	- 40%	- 21%	- 8%
Commerce	+ 7%	+ 23%	- 2%	- 12%	+ 11%	+ 4%
_dont commerce de détail	+ 10%	+ 23%	+ 3%	- 2%	+ 7%	+ 10%
_dont commerce de gros	+ 2%	+ 23%	- 7%	- 27%	+ 15%	- 1%
Transports-logistique	+ 28%	+ 58%	+ 12%	- 3%	+ 15%	+ 24%
Activités financières	- 0%	+ 10%	- 1%	- 30%	+ 118%	+ 36%
Activités immobilières	- 2%	+ 37%	- 8%	- 14%	- 4%	+ 19%
Services de haute tech. aux entreprises	+ 50%	+ 49%	+ 50%	+ 25%	+ 95%	+ 53%
Services opérationnels aux entreprises	+ 55%	+ 109%	+ 39%	+ 13%	+ 57%	+ 87%
Services aux particuliers	+ 33%	+ 42%	+ 30%	+ 25%	+ 47%	+ 33%
Total services marchands	+ 25%	+ 43%	+ 19%	+ 1%	+ 54%	+ 31%
Éducation, santé, action sociale	+ 27%	+ 37%	+ 21%	+ 17%	+ 23%	+ 26%
Administration	- 17%	- 7%	- 21%	- 24%	- 19%	- 13%
Total services	+ 24%	+ 41%	+ 18%	+ 2%	+ 50%	+ 29%
Activités associatives et extraterrit.	+ 8%	+ 10%	+ 7%	+ 4%	+ 37%	- 2%
Activité inconnue	- 66%	- 66%	- 66%	- 49%	- 88%	- 95%
TOTAL	+ 12%	+ 25%	+ 6%	- 4%	+ 23%	+ 12%

Source : GARP / Unédic

Annexe 4.

Schéma de localisation et d'extension des sièges et de leurs composants (tiré de l'interview de 19 groupes observés)



Source : IAU Ile-de-France, « Les sièges sociaux de grands groupes en Ile-de-France : une mutation permanente », 2008.

POUR EN SAVOIR PLUS

→ *Ouvrages et contributions de référence concernant l'économie francilienne et son organisation spatiale :*

- Atelier parisien d'urbanisme (APUR), sept. 2007, « Développement économique et emploi, tensions et solidarités au cœur de l'agglomération - Eléments de diagnostic pour les travaux de la Conférence métropolitaine ».
- Davezies L., janv. 2008, « La République et ses territoires », La République des idées.
- Davezies L., janv. 2007, « Croissance sans développement en Ile-de-France », Rapport présenté pour l'Institut Caisse des Dépôts pour la recherche et la direction du développement territorial de la Caisse des Dépôts.
- Direction Régionale de l'Équipement Ile-de-France (DREIF), juil. 2007 « Concurrence territoriale et complémentarité des pôles d'emplois franciliens ».
- Dizain R., oct. 2006, « Les activités économique en Ile-de-France : vers moins d'étalement ? », in Cahiers de l'IAURIF n°145, « Immobilier d'entreprise : nouvelle géographie, nouvelles stratégies ».
- Gilli F., juil. 2005, « Is Central Paris still that rich ? », Document de travail.
- Halbert L., 2005, « Le desserrement intra-métropolitain des emplois d'intermédiation : une tentative de mesure et d'interprétation dans le cas de la région métropolitaine parisienne », Lavoisier, Géographie Économie Société, Vol. 7.

→ *Les études de la CCIP, de ses délégations départementales et des organismes associés (CROCIS) sur la question :*

- CCIP, Délégation de Paris, Communication présentée par Bernard Irion et Didier Kling, févr. 2008, « Quelle ambition pour l'économie parisienne ?, Propositions de la CCIP pour une stratégie de développement économique de Paris ».
- CCIP, Délégation des Hauts-de-Seine, 2008, « Le profil socio-économique des Hauts-de-Seine ».
- CCIP, Délégation du Val-de-Marne, mai 2008, « Une approche de l'emploi dans le Val-de-Marne à partir des déclarations annuelles des données sociales (DADS) ».
- Centre Régional d'Observation du Commerce, de l'Industrie et des Services (CROCIS), oct. 2007, « La physionomie du tissu économique du Val-de-Marne », étude réalisée pour le compte du COPAC.
- Centre Régional d'Observation du Commerce, de l'Industrie et des Services (CROCIS), sept. 2007, « L'Ile-de-France parmi les régions européennes », Cahiers du CROCIS, n°26.

→ *Les études de l'Insee Ile-de-France :*

- Insee Ile-de-France, août 2008, « Les territoires franciliens : une inégale exposition aux risques de mutations économiques », à la page n°303.
- Insee Ile-de-France, mai 2008, « Niveaux de vie des Franciliens, Des inégalités fortes malgré la redistribution par l'impôt et les prestations sociales », à la page n°297.

- Insee Ile-de-France, fév. 2008, « L'embellie de 2007 ne devrait pas se poursuivre en 2008 », à la page n°294.
- Insee Ile-de-France, janv. 2008, « Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 : L'Ile-de-France toujours attractive pour les jeunes et les cadres », à la page n°293.
- Insee Ile-de-France - CRCI - IAU Ile-de-France, 2008, Chiffres-clés de la région Ile-de-France.
- Insee Ile-de-France, nov. 2007, « 460 000 salariés à faibles revenus d'activité dans le cœur de l'agglomération parisienne », à la page n°289.
- Insee Ile-de-France, juil. 2007, « Démographie des établissements parisiens ».
- Insee Ile-de-France, mai 2006, « Le renouvellement du tissu productif francilien ».
- Insee Ile-de-France, janv. 2006, « Les transferts d'établissements en Ile-de-France ».

→ *Les études de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France (IAURIF puis IAU-IDF) :*

- IAU-IDF, juin 2008, « Regain démographique en proche couronne », note rapide n°449.
- IAU-IDF, avr. 2008, « Les enjeux de solidarité financière et fiscale en Ile-de-France », note rapide n°446.
- IAU-IDF, janv. 2008, « Les sièges sociaux de grands groupes en Ile-de-France : une mutation permanente », note rapide n°442.
- IAU-IDF, mai 2007, « L'emploi peu qualifié en Ile-de-France, localisation et spécificités locales », note rapide n°429.
- IAU-IDF, fév. 2007, « La localisation des activités de haute technologie en Ile-de-France », note rapide n°422.
- IAU-IDF, sept. 2006, « Les activités de R&D en Ile-de-France », note rapide n°420.
- IAU-IDF, sept. 2005, « Les dynamiques démographiques, reflet de l'attractivité francilienne », note rapide n°393.
- IAU-IDF, 2004, « Tendances et dynamiques économiques en Ile-de-France, Synthèse cartographique ».
- IAU-IDF, sept. 2002, « Les emplois supérieurs : vers de nouvelles polarités ? », note Rapide sur le Bilan du SDRIF, n°305.



*Cette étude a été réalisée par Alexandre MOT
amot@ccip.fr*

*Direction des Etudes Territoriales et du Développement Local
Département Développement économique territorial*

Remerciements à

*Sophie Garcia, Marie Gaudemet, Frédérique Lonchambon, Aurélie Terlier-Deudon,
Julien Aldhuy, Yves Burfin, Samuel Cucherousset et Mickaël Le Priol
pour avoir apporté leur concours à cette étude.*

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Directeur de la publication : Pierre TROUILLET

Directeur de la rédaction : Jean-Louis SCARINGELLA

Redactrice en chef : Isabelle SAVELLI

Maquette, mise en page : Nathalie PAGNOUX-CHAMPION